

L'IMPORTATION D'UN MILLION DE TÊTES POUR L'AÏD APPROUVÉE

Vers une baisse des prix des moutons

Face à la flambée des prix des moutons observée l'année dernière, les autorités algériennes ont décidé de prendre des mesures fortes en annonçant l'importation d'un million de têtes de moutons pour l'Aïd al-Adha. Cette décision vise à soulager les ménages et garantir l'accessibilité de cet achat symbolique à un large nombre de familles. P 3



ENGRAIS **L'Algérie disposée à approvisionner le marché éthiopien**

Le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, a affirmé hier, depuis Addis-Abeba, que l'Algérie est disposée à approvisionner le marché éthiopien en engrais, notamment en urée 46 %. Ce dernier représente une part importante des besoins agricoles de l'Éthiopie, estimés à près de deux millions de tonnes par an.

P 2

PRODUCTION DE L'ÉLECTRICITÉ **Cap sur l'exportation**



Si le groupe Sonelgaz poursuit son développement et ambitionne de se faire une place sur les marchés continental et mondial, le Président Tebboune, lors du dernier Conseil des ministres ce dimanche, a néanmoins donné des instructions pour développer l'investissement dans la production d'électricité et orienter l'excédent vers l'exportation.

P 3

LUTTE ANTIACRIDIEENNE **Les instructions du Président Tebboune**



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ordonné, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, de prendre toutes les dispositions et mesures de précaution et de vigilance extrême, sans relâche, en vue de faire face aux essaims de criquets récemment apparus aux frontières sud du pays, indique un communiqué du Conseil des ministres.

P 5

INDUSTRIE AUTOMOBILE
**Un constructeur
américain veut s'implanter
en Algérie** P 2

ECONOMIE DE LA CONNAISSANCE
ET START-UPS
**De nouvelles mesures
pour accompagner
les jeunes** P 3

JIJEL
**Rencontre de coordination
pour moderniser la
formation en agriculture** P 6

TRANSPORTS

Le rôle actif des services de l’Office national de la météorologie salué

Par R E.

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud a salué, dimanche, le rôle actif des services de l'Office national de la météorologie (ONM), notamment dans la détection et la réduction des risques grâce à un système global d'alerte précoce, a indiqué un communiqué du ministère. Cette déclaration a été faite lors de la supervision par le ministre de la célébration de la Journée mondiale de la météorologie, organisée au siège de l'ONM sous le thème "Ensemble pour combler le fossé dans les systèmes d'alerte précoce", en présence du secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), des cadres du ministère, et de plusieurs responsables des entreprises du secteur du transport aérien, ainsi que des autorités sécuritaires locales et des représentants de la Protection civile et des forêts. A ce titre, M. Sayoud a souligné "le rôle essentiel des services de l'ONM, notamment dans le renforcement des capacités de détection et de réduction des risques grâce à un système global d'alerte précoce, en développant et en exploitant des logiciels performants dans le domaine de l'observation météorologique", selon la même source. "Comblant les écarts dans les données d'observation du climat et de la météo permettra aux systèmes d'alerte précoce d'accroître la capacité de notre pays à anticiper les catastrophes naturelles, à les prévenir et à atténuer les effets dans plusieurs secteurs", a soutenu le ministre. M. Sayoud a, par ailleurs, appelé "toutes les parties concernées à s'engager en faveur d'un monde plus sûr et durable pour les générations futures, à travers la modernisation des moyens et le développement de la numérisation, conformément à une stratégie intégrant la qualification et la formation continue des ressources humaines", affirmant "son soutien à toutes les initiatives visant à élargir le champ d'action de l'Office". A cette occasion, plusieurs travailleurs ont été distingués en reconnaissance de leur engagement et de leurs efforts fournis. De plus, un accord de coopération a été signé entre l'ONM et l'Institut national des sols, l'irrigation et du drainage, ajoute le ministère, rappelant que la célébration de cet événement coïncide avec le 75e anniversaire de la création de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), dans un contexte de renforcement des systèmes d'alerte précoce à l'échelle internationale".

ENGRAIS

L’Algérie disposée à approvisionner le marché éthiopien

Le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, a affirmé hier, depuis Addis-Abeba, que l'Algérie est disposée à approvisionner le marché éthiopien en engrais, notamment en urée 46 %. Ce dernier représente une part importante des besoins agricoles de l'Éthiopie, estimés à près de deux millions de tonnes par an.

Par S R.

Cette déclaration a été faite par le ministre d'État lors de son entretien avec le ministre éthiopien du Commerce et de l'Intégration régionale, Kassahun Gofe, au sujet des opportunités de renforcement des relations de coopération commerciale entre les deux pays dans divers domaines. La rencontre, qui s'inscrit dans le cadre de la visite de travail de M. Arkab en République fédérale démocratique d'Ethiopie, s'est déroulée en présence du PDG du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, et du PDG de Sonelgaz, Mourad Adjal, ainsi que de cadres du ministère, de Sonatrach et de Sonelgaz. Elle a porté sur «les opportunités de renforcer les relations de coopération commerciale entre l'Algérie et l'Ethiopie, notamment dans le domaine de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables», précise le ministère dans un communiqué. A cette occasion, Arkab a donné un aperçu sur le secteur, notamment «en ce qui concerne la recherche, l'exploration, l'exploitation et le transport des hydrocarbures et de la pétrochimie ainsi que les produits

pétroliers et la formation, évoquant, par là même, les domaines de production, de transport et de distribution d'électricité, des ressources minières et de leur transformation, en particulier dans le domaine des engrais», précise le communiqué. Le ministre a aussi affirmé que l'Algérie a franchi «de grands pas» sur la voie de l'intégration économique africaine, en «œuvrant constamment à la diversification des réseaux de transport et de commerce, à travers des projets majeurs comme la route Tindouf-Zouerate, à l'élargissement des échanges commerciaux à travers les zones de libre-échange, et à l'ouverture de banques commerciales algériennes en Afrique». Il a souligné l'importance de la coopération africaine dans le développement de projets communs, le renforcement des investissements dans les secteurs pétrolier et gazier, ainsi que la réalisation de l'intégration énergétique africaine, ce qui contribuerait à l'atteinte des objectifs du continent en matière d'autosuffisance énergétique et de sécurité d'approvisionnement pour tous les Etats membres. De son côté, le ministre éthiopien du Commerce et de l'Intégration régio-

nale a salué le rôle de l'Algérie dans le renforcement de l'intégration régionale en Afrique, exprimant l'intérêt de son pays pour l'élargissement du partenariat économique avec l'Algérie dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture et des échanges commerciaux. Le ministre éthiopien a également manifesté l'intérêt de son pays pour la coopération en bénéficiant de l'expertise algérienne en matière de cadres réglementaires et juridiques régissant le commerce et la commercialisation du pétrole brut et des produits énergétiques et pétroliers. Par ailleurs, l'Éthiopie a manifesté son intérêt pour tirer parti de l'expérience pour tirer parti de l'expertise algérienne en matière d'électricité, notamment à travers le groupe Sonelgaz, afin de développer le réseau électrique dans les zones rurales et agricoles, en construisant des centrales de production d'électricité, notamment décentralisées, dans les régions isolées, ainsi qu'en formant et en formant le personnel technique et les cadres de l'entreprise éthiopienne, en s'appuyant également sur les équipements électriques fabriqués en Algérie.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Un constructeur américain veut s’implanter en Algérie

Par S R.

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrib, a reçu, hier à Alger, le vice-président de la société "d'Astroid", propriétaire de la marque américaine "ENC", spécialisée dans la fabrication de bus et de camions, accompagné de son partenaire algérien, selon un communiqué du ministère. Lors de la rencontre, les représentants de la marque ont exprimé «leur

grande satisfaction quant au climat général de l'investissement en Algérie, en particulier dans le cadre de la nouvelle approche adoptée par le ministère de l'Industrie dans le secteur de la construction automobile». Ils ont souligné que cet environnement favorable les a incités à solliciter une rencontre avec le ministre afin d'exprimer leur intention d'investir en Algérie, conformément à la feuille de route adoptée par le ministère. Après avoir

écouté la présentation de la société américaine, le ministre de l'Industrie a insisté sur la nécessité d'exploiter le réseau national des fabricants de pièces détachées afin d'augmenter le taux d'intégration locale, soulignant l'importance d'accompagner les industriels locaux en matière de formation ainsi que dans les procédures de certification de conformité. De leur côté, les représentants de la marque ont réaffirmé, selon le com-

muniqué, «leur engagement total à concrétiser un projet de qualité, en accord avec la politique de l'État algérien dans ce domaine». À la fin de la réunion, le ministre a exhorté, selon la même source, «les porteurs du projet à accélérer les démarches nécessaires auprès des instances compétentes», tout en soulignant que les portes du ministère restent ouvertes à tous les industriels.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

L'IMPORTATION D'UN MILLION DE TÊTES POUR L'AÏD
APPROUVÉE

Vers une baisse des prix des moutons

Face à la flambée des prix des moutons observée l'année dernière, les autorités algériennes ont décidé de prendre des mesures fortes en annonçant l'importation d'un million de têtes de moutons pour l'Aïd al-Adha. Cette décision vise à soulager les ménages et garantir l'accessibilité de cet achat symbolique à un large nombre de familles.

Par Mourad A.

Approuvée lors du dernier Conseil des ministres, cette mesure prévoit l'importation de moutons en provenance de trois pays, dont les noms n'ont pas encore été révélés. Selon Ali Daoudi, agroéconomiste et enseignant-chercheur à l'École nationale supérieure d'agronomie (ENSA), cette initiative aura un impact positif indéniable sur les prix pratiqués sur le marché national. « Cette décision aura sans aucun doute un effet bénéfique sur le consommateur et sur l'accessibilité du mouton, surtout après la forte hausse des prix l'année dernière », a-t-il déclaré lors de son intervention sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale. L'importation massive de moutons devrait répondre à environ 20 à 25 % de la demande nationale pour l'Aïd, un volume substantiel qui devrait exercer une pression à la baisse sur les prix. Pour M. Daoudi, « si l'Algérie parvient à importer ce volume en si peu de temps, l'effet sur les prix sera forcément considérable ». En introduisant des moutons à des prix administrés et plus abordables, les autorités espèrent atténuer la tension sur le marché. Cependant, l'expert met en garde contre un potentiel effet re-

bond : l'attractivité des prix bas pourrait inciter davantage de ménages à acheter un mouton pour l'Aïd, même s'ils n'en avaient pas l'habitude auparavant. Cette nouvelle demande pourrait, à terme, limiter l'impact sur les prix du marché local. Mais cette initiative ne se limite pas à garantir des prix abordables pour l'Aïd ; elle vise également à préserver le cheptel national, souvent mis à mal pendant cette période. En effet, ces dernières années, la demande croissante a entraîné une pression excessive sur les femelles reproductrices, cruciales pour maintenir l'effectif du cheptel. L'importation massive permettra donc de réduire cette pression et de limiter l'abattage des brebis. « Si les prix sont plus abordables, moins de femelles seront sacrifiées pendant l'Aïd. Même si le lien n'est pas direct, l'effet global sera bénéfique pour la préservation du cheptel national », a souligné M. Daoudi. Si les trois pays sélectionnés pour l'importation restent inconnus, l'expert a suggéré d'explorer les marchés des pays sahéliens, tels que le Mali, grands producteurs de cheptel. « Ces pays représentent un potentiel intéressant pour soulager la pression sur le cheptel national, à condition de mettre en place les dispositifs vétérinaires et sanitaires né-

cessaires », a-t-il précisé. La coopération avec les pays africains dans le domaine de l'élevage pourrait non seulement garantir un approvisionnement stable pendant l'Aïd, mais aussi favoriser une intégration régionale plus étroite. Malgré ses avantages évidents pour les consommateurs et la filière ovine nationale, l'importation massive de moutons soulève des interrogations concernant sa durabilité économique. L'élevage pastoral algérien, déjà fragilisé par la sécheresse et la dégradation des parcours, pourrait souffrir d'une concurrence accrue avec les importations. Pour M. Daoudi, il est crucial de ne pas négliger le développement durable de la filière ovine locale parallèlement à ces importations. « L'objectif à long terme doit être la consolidation de la production locale afin d'éviter une dépendance persistante vis-à-vis des importations », a-t-il insisté. En attendant, l'arrivée massive de ces moutons est perçue comme une bouffée d'oxygène pour les consommateurs algériens, qui espèrent retrouver des prix plus raisonnables pour l'Aïd. Les autorités, quant à elles, misent sur une régulation efficace afin de garantir que cet approvisionnement exceptionnel atteigne pleinement ses objectifs.

SPÉCIALISÉE DANS LA
TRANSFORMATION DU LITHIUM
**La société chinoise
«Austroid Corporation»
exprime sa volonté
d'investir en Algérie**

La société chinoise "Austroid Corporation", spécialisée dans la transformation du lithium, a exprimé sa volonté d'investir en Algérie à travers la réalisation d'un projet industriel intégré, a indiqué dimanche, l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) dans un communiqué. L'annonce a été faite lors d'une rencontre ayant réuni, dimanche, le directeur général de l'AAPI, Omar Rekkache, avec des responsables de la société chinoise, au siège de l'AAPI, en présence de cadres de l'Agence, ajoute la même source. Basée aux Etats-Unis d'Amérique, la société vise à renforcer son activité industrielle dans le domaine de la transformation du lithium, en tirant parti des opportunités d'investissement offertes par l'Algérie dans ce secteur stratégique, selon le communiqué.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR –
FORMATION
PROFESSIONNELLE
**Renforcer la coopération
et la complémentarité
entre les deux secteurs**

Le renforcement de la coopération et de la complémentarité entre le secteur de l'Enseignement supérieur et de Recherche scientifique et celui de la Formation et de l'Enseignement professionnels a été, lundi, au cœur d'une rencontre entre les ministres des deux secteurs, MM. Kamel Baddari et Yacine El Mahdi Oualid, a-t-on appris auprès du ministère de l'Enseignement supérieur. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la création de ponts de coopération et de complémentarité entre les deux secteurs, notamment au vu de leur expérience de coopération réussie dans les domaines de l'innovation et de l'entrepreneuriat, ajoute la même source. Cette coopération contribuera à concrétiser de nouvelles idées pour améliorer un système de formation algérien cohérent, précise le communiqué.

ECONOMIE DE LA CONNAISSANCE ET START-UPS

De nouvelles mesures pour accompagner les jeunes

Par M. A.

Depuis 2020, l'Algérie a amorcé un virage stratégique en misant sur l'économie de la connaissance et en soutenant les start-ups pour sortir de sa dépendance aux hydrocarbures. Cette dynamique ambitieuse place l'innovation et la jeunesse au cœur du développement économique du pays. L'Algérie a fait le choix audacieux de bâtir un nouvel édifice économique, fondé sur la technologie et la recherche, afin de s'imposer parmi les économies modernes, a affirmé Nouredine Ouadah, ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-ups et des Micro-entreprises. La création d'un ministère dédié en 2020 témoigne de cette ambition nationale. Grâce à des réformes profondes et à la mobilisation des compétences locales, l'Algérie a réussi, en seulement trois ans, à se hisser au deuxième rang africain en matière de création de start-ups. En 2019, le pays comptait environ 200 start-ups, un chiffre qui a explosé pour atteindre plusieurs milliers en 2023. L'objectif fixé par le Président de la République est clair : atteindre les 20 000 start-ups d'ici 2027, a précisé Nouredine Ouadah lors de son

intervention au forum de la radio nationale. Pour lui, cette dynamique repose sur un engagement fort des pouvoirs publics : « Nous avons élaboré une feuille de route concrète pour accompagner nos jeunes talents et offrir aux start-ups l'opportunité de s'épanouir tant au niveau national qu'international ». Le développement de l'entrepreneuriat innovant en Algérie s'accompagne de dispositifs de soutien sans précédent. Le ministre Ouadah a évoqué la mise en place d'un cadre légal pour le financement participatif, avec la création de la première plateforme dédiée en 2023. Cette initiative permet aux jeunes entrepreneurs d'accéder aux ressources nécessaires pour concrétiser leurs idées. De plus, l'Algérie a instauré l'innovation ouverte, en allouant un budget annuel de 200 millions de dinars (environ un million de dollars) par entreprise pour stimuler la recherche scientifique et le développement technologique. « L'innovation est au cœur de notre stratégie, car c'est elle qui façonne les économies modernes. Nous voulons que chaque start-up puisse bénéficier de ce soutien pour concrétiser des projets de grande envergure », a souligné le ministre. Pour assurer la compétitivité des start-ups algériennes sur la scène internationale, des

actions concrètes ont été mises en place. En 2024, environ 300 start-ups ont été envoyées en Corée du Sud, en Chine et aux États-Unis pour se former aux meilleures pratiques et explorer de nouveaux marchés. En 2025, l'Algérie prévoit d'expédier 300 autres start-ups vers de nouvelles destinations. La plus grande start-up algérienne, employant 1 000 personnes, dont 400 ingénieurs, représente un modèle de réussite et d'ambition pour le pays. « Nous voulons faire de nos start-ups des champions nationaux et régionaux. Pour cela, nous travaillons à leur donner une visibilité optimale et un accès facilité aux marchés mondiaux », a insisté le ministre. Afin d'encourager les jeunes entrepreneurs, l'Algérie a également réformé sa législation. La loi sur les marchés publics de 2023 réserve désormais 20 % des marchés aux micro-entreprises et permet aux start-ups labellisées de signer des contrats directs avec les institutions publiques. Cette mesure est perçue comme un levier essentiel pour insérer les jeunes entreprises dans l'économie nationale. Parallèlement, les démarches administratives ont été considérablement simplifiées grâce à la digitalisation. Désormais, l'enregistrement d'une start-up ou d'une micro-entreprise

peut se faire en quelques minutes en ligne. Cette approche numérique vise à réduire les coûts et les délais, tout en favorisant une gestion transparente et efficace. L'accent est également mis sur l'accompagnement académique. Le ministère collabore étroitement avec les universités à travers le programme "Kickstart", qui soutient financièrement les incubateurs universitaires. Ce dispositif permet de transformer les projets de fin d'études en start-ups viables. « L'université est un réservoir de talents et d'innovations. Nous devons valoriser cette richesse en soutenant les jeunes porteurs de projets », a souligné le ministre Ouadah. Le soutien aux start-ups et aux micro-entreprises ne se limite pas à leur création. L'ambition est d'en faire des acteurs clés de la croissance économique et de l'emploi, avec un objectif de création de 400 000 postes d'ici 2029. Par ailleurs, l'encouragement à la production locale vise à réduire les importations et à renforcer l'autosuffisance économique. Le pari est audacieux, mais résolument tourné vers l'avenir. « En mobilisant nos jeunes talents et en investissant dans l'innovation, nous construisons une économie durable qui répond aux défis de demain », a conclu le ministre.

AIE

Importante progression de la consommation d'énergie dans le monde en 2024

La consommation d'énergie dans le monde a davantage progressé en 2024 qu'au cours de toute la décennie précédente, marquée par un bond de l'électricité et une chute du pétrole, celui-ci représentant moins de 30% du total pour la première fois, selon le rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) publié lundi. L'évolution de cette demande d'énergie a été de +2,2% en 2024, soit presque deux fois plus que la moyenne des dix années précédentes (1,3%), entre 2013 et 2023, indique l'AIE dans ce document. Pour la première fois, la part du pétrole est descendue sous la barre des 30%, 50 ans après un pic à 46%. La consommation d'électricité, elle, a grimpé de plus de 4%, ce qui représente 1.100 térawatt-heures supplémentaires, soit plus que la consommation annuelle du Japon. Cette progression de 4% est la hausse la plus importante jamais enregistrée, en dehors des années de reprise après une récession.

ACIER

Légère hausse des prix en 2025

L'évolution des prix sur les bourses de matières premières permet de mieux observer les tendances actuelles. L'acier feuillard à chaud y est principalement commercialisé. Début 2025, les prix de l'acier étaient relativement bas. Les prix augmentent légèrement depuis février, mais restent à un niveau relativement bas. La volatilité augmente actuellement à nouveau quelque peu. Une tonne (1.000 600 kg) de feuillards à chaud coûte actuellement environ XNUMX €. (Mois précédent : 550 €, prix des contrats à court terme pour l'acier laminé à chaud sur la bourse des matières premières LME). Les prix en Amérique du Nord ont fortement augmenté ces dernières semaines et se situent désormais autour de 860 USD la tonne. En Chine, les prix sont relativement stables à un niveau bas et se situent désormais autour de 480 USD la tonne. Les indicateurs sur les bourses de matières premières concernent principalement les tôles laminées à chaud utilisées dans l'industrie automobile. Les poutres en acier lourdes et les tôles grossières coûtent actuellement (mars 2025) entre 750 et 1.000 1.000 € par tonne (XNUMX XNUMX kg).. Les profilés et tôles à parois plus fines coûtent un peu plus cher. Ces prix se réfèrent à de grandes quantités et n'incluent pas le transport. La large gamme de prix résulte des différentes sources d'approvisionnement de nos fournisseurs de différents pays.

EN APPLICATION DE LA DÉCISION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Air Algérie annonce des réductions de 40% pour la communauté nationale à l'étranger

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a annoncé, dimanche dans un communiqué, une réduction de 40% sur les tarifs des billets des vols internationaux vers l'Algérie, au profit de la communauté nationale à l'étranger, durant la période du 23 mars au 6 avril prochains, en application de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Le lancement de cette offre spéciale "Aid" intervient "conformément aux instructions

de M. le président de la République, visant à faciliter le déplacement des Algériens établis à l'étranger, à l'occasion de l'Aïd El-Fitr", a précisé la même source. Cette offre prévoit "une réduction de 40% sur les tarifs des billets des vols internationaux vers l'Algérie, ainsi qu'un rabais supplémentaire de 33% sur le tarif réduit pour les mineurs, afin de permettre au plus grand nombre d'en bénéficier", a fait savoir le communiqué. La compagnie publique a ajouté également que "la période de réservation est fixée durant période du 23 mars courant au 1er avril prochain, pour les voyages pro-

grammés entre le 26 mars et le 6 avril 2025". "A travers cette initiative, Air Algérie réaffirme son engagement citoyen en proposant des services de qualité, répondant aux attentes de sa clientèle. La compagnie poursuit ses efforts constants pour accompagner ses passagers en mettant à leur disposition des offres attractives et des facilités optimisées", a souligné la compagnie nationale, tout en invitant ses clients à contacter le 3302 ou à se rapprocher de l'une de ses agences commerciales pour toute information complémentaire.

SYSTÈME D'INVESTISSEMENT

Plus de 60 journalistes formés par l'AAPI

La session de formation sur le système d'investissement en Algérie, organisée par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) en collaboration avec le ministère de la Communication, au profit des journalistes spécialisés dans l'économie, sera clôturée cette semaine, a indiqué un communiqué de l'AAPI. Plus de 60 journalistes provenant de divers médias, qu'ils soient audiovisuels, écrits, électroniques ou radiophoniques, des secteurs public et privé, ont bénéficié de cette session de formation qui a duré un mois, durant laquelle ils ont été répartis sur quatre groupes, précise-t-on de même source. Cette initiative, première du genre au sein de l'Agence, vise à former des journalistes spécialisés dans le domaine de l'investissement. La formation a comporté plusieurs conférences abordant principalement les concepts liés à l'investissement, les avantages comparatifs de l'Algérie, les réformes

de la loi sur l'investissement, le cadre législatif et institutionnel régissant l'investissement, ainsi que le rôle de la numérisation dans la gestion des données et procédures liées à l'investissement, notamment la plateforme numérique de l'investisseur. Lors de sa présentation de la conférence inaugurale au dernier groupe, le directeur général de l'Agence, Omar Rekkache a souligné l'importance de cette session de formation ayant permis de créer un espace de communication entre l'Agence et les médias qui jouent, a-t-il souligné, un rôle "essentiel" dans la promotion de l'investissement en Algérie. A cet égard, il a évoqué les moyens et supports pédagogiques que l'Agence s'attelle à préparer, dont un dictionnaire de terminologie technique sur l'investissement et un guide comprenant les procédures et les étapes liées à l'acte d'investissement.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة، التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 24 مارس 2025 الموافق لـ 24 رمضان 1446
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 24 Mars 2025 (24 Ramadan 1446)

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		
		DA / Kg		دج / كلف		
		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	99	113	85	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	93	106	80	الطماطم	
	Oignon sec	58	64	51	البصل الجاف	
	Ail sec	671	750	593	الثوم الجاف	
	Carotte	71	81	62	الجزر	
	Navet	88	97	78	لفت	
	Choux fleur	95	105	85	قرنبيط	
	Choux	88	98	78	الكرنب	
	Courgette	106	118	94	الكوسة	
	Haricot vert	426	456	396	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	96	109	82	الخس		
Fruits frais	Orange	100	130	70	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	110	135	85	الليمون	
	Pomme locale	485	610	360	التفاح المحلي	
	Datte	537	668	405	التمر	
	Banane	589	621	557	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1763	1901	1625	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	398	411	385	الدجاج	
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	92	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,00	-1,01	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,00	0,00	0,00	-	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 400,00	NC	0,00	-1,82	3,26	7,20	7,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 149,00	2149,00	0,00	-3,09	-5,49	11,31	5,82	400	859 600,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-1,11	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,06	-8,09	2,03	-	0	0,00

PRODUCTION DE L'ÉLECTRICITÉ

Cap sur l'exportation

Si le groupe Sonelgaz poursuit son développement et ambitionne de se faire une place sur les marchés continental et mondial, le Président Tebboune, lors du dernier Conseil des ministres ce dimanche, a néanmoins donné des instructions pour développer l'investissement dans la production d'électricité et orienter l'excédent vers l'exportation.

Par Réda Hadi

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a instruit le Gouvernement, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, d'adopter une vision intégrée basée sur le développement de l'investissement dans le domaine de l'énergie électrique et l'orientation de l'excédent vers l'exportation, indique un communiqué du Conseil des ministres. D'ailleurs en relation avec les instructions présidentielles, le groupe Sonelgaz a élaboré un plan de développement à l'international structuré autour de plusieurs actions stratégiques, et est à la recherche de toute opportunité dans un cadre gagnant-gagnant avec l'objectif de contribuer à la promotion des exportations hors hydrocarbures et réduire les importations, tout en développant ses propres activités et intensifier ses investissements. C'est dans cette optique que Tebboune a instruit qu'au sujet de la feuille de route relative à la diversification des sources énergétiques pour la production de l'électricité, d'avoir avec une vision stratégique, basée sur le développement de l'investissement dans le domaine de l'énergie et l'orientation de l'excédent à l'exportation, l'industrie énergétique al-

gérienne ayant prouvé son efficacité. En effet, le groupe Sonelgaz en matière d'investissements et de diversification de ses partenaires, entend se développer à l'international, et est en discussion avec plusieurs pays, tels que l'Ouganda et le Zimbabwe pour l'exportation de son savoir-faire et ses facteurs clés de succès. Et en cela, Sonelgaz veut confirmer le contrat de la centrale électrique nigérienne d'une capacité de 40 mégawatts, dont la réalisation clé en main est assurée par la Sonelgaz, et qui sera vraiment opérationnelle dès cet été. Aussi, lors de ce conseil des ministres, le Président a insisté sur le fait que l'investissement dans l'énergie doit être rentable pour l'Algérie, après avoir réalisé l'autosuffisance énergétique, soulignant que l'Algérie entamera à l'avenir des recherches en partenariat international pour adopter de nouvelles énergies propres, en utilisant les compétences et l'expertise algériennes. L'augmentation de la production d'énergie en Algérie reposera sur une double vision qui allie soutien aux investissements classiques et nouveaux, et nécessité de maintenir la sécurité énergétique nationale. Le président de la République a encouragé "la société Sonelgaz à jouer un rôle de leader au niveau régional et continen-

tal, vu ses capacités et son personnel hautement qualifié. A cette occasion, le président a une fois de plus exprimé sa gratitude à tous les travailleurs et cadres de Sonelgaz pour leurs efforts visant à raccorder l'électricité au cœur de l'Algérie et pour tous les projets d'investissement dans différents secteurs. C'est ainsi et en relation directe que Sonelgaz assure que ses ambitions sont grandes, particulièrement pour la coopération avec les pays faisant partie de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), dont le taux d'électrification est relativement faible, et qu'elle prévoit d'accompagner ces pays afin de contribuer à leur développement pour assurer leur sécurité énergétique. À cet effet, plusieurs domaines de coopération sont envisagés par la Sonelgaz qui envisage l'exportation de son savoir-faire en termes d'engineering, d'accompagnement dans la réalisation du réseau de transport d'électricité, d'études d'engineering. Le groupe national, compte également exporter les équipements industriels fabriqués en Algérie, à l'image des compteurs électriques, des compteurs de gaz et des bornes de recharge pour véhicules électriques, ainsi que les équipements servant à la fabrication des ouvrages électriques, comme les pylônes à hautes et moyennes tensions.

PROJET DE RÉHABILITATION DU BARRAGE VERT À TÉBESSA
Plus de 820 millions de dinars alloués pour la 3^e phase

Une enveloppe de plus de 820 millions de dinars a été allouée à la concrétisation de la 3ème phase du projet de réhabilitation, d'extension et de développement du barrage vert dans la wilaya de Tébessa, a indiqué, lundi, la conservatrice des forêts, Asma Bechnina. Cet investissement public permettra de réaliser "plusieurs opérations de développement dans le cadre de la 3ème phase du projet national de réhabilitation du barrage vert, au niveau de 9 communes de la wilaya de Tébessa", a-t-elle précisé dans une déclaration à l'APS. Les actions prévues dans ce cadre portent sur la plantation d'essences forestières sur 251 hectares, d'arbres fruitiers sur 80 hectares, la plantation de plusieurs variétés de plantes pastorales sur 170 hectares, de figuiers de barbarie sur 140 hectares, en plus de la création d'une "ceinture verte" sur une superficie de 153 hectares, a souligné la responsable. De plus, 116 kilomètres de brise-vent seront réalisés, plus de 80 kilomètres de pistes forestières ouvertes, 37 kilomètres aménagés et 5 bassins d'eau construits, a précisé Mme Bechnina, ajoutant que ses services s'apprentent à lancer des appels d'offres nationaux en vue des opérations de plantation qui débiteront en octobre prochain. Pour rappel, la superficie du barrage vert, qui concerne, dans la wilaya de Tébessa, 9 communes, est de 407.138 hectares, soit 30 % de la superficie totale de la wilaya et 11 % de la superficie totale du barrage vert au niveau national.

R.E.

INTÉGRATION DE 82.410 ENSEIGNANTS CONTRACTUELS

Le ministre de l'Education salue la décision du président de la République

Le ministre de l'Education nationale, Mohammed Seghir Sadoui a salué, dimanche, la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant l'intégration de 82.410 enseignants contractuels dans les différents cycles d'enseignement, a indiqué un communiqué du ministère.

"Suite à l'approbation par le prési-

dent de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en Conseil des ministres tenu dimanche 23 mars 2025, de l'intégration de 82.410 enseignants contractuels dans différents niveaux d'enseignement, poursuivant ainsi son engagement envers la communauté éducative et en reconnaissance du rôle des enseignants dans l'édification et la protection des générations futures

— après une première opération d'intégration ayant concerné 62.000 enseignants contractuels, portant le total à 144.410 enseignants intégrés, tous cycles confondus —, le ministre de l'Education nationale, M. Mohammed Seghir Sadoui, exprime, en son nom personnel et au nom de l'ensemble des membres du secteur de l'éducation nationale, ses vifs remerciements et sa grati-

tude au président de la République", lit-on dans le communiqué. Après avoir qualifié cette décision de "stratégique et sage, procédant de l'intérêt et de l'attention constante du président de la République envers le secteur de l'éducation et les éducateurs", M. Sadaoui a félicité les enseignants concernés par l'intégration que leur a accordée le président de la République

en vertu de cette décision, et qui leur garantit la stabilité professionnelle, leur souhaitant plein succès dans l'accomplissement de leurs nobles engagements professionnels. Le ministre a également renouvelé son appel à tout le personnel du secteur à fournir davantage d'efforts pour la réalisation des objectifs de l'école algérienne", ajoute la même source."

LUTTE ANTIACRIDIENNE

Les instructions du Président Tebboune

Par Selma R.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ordonné, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, de prendre toutes les dispositions et mesures de précaution et de vigilance extrême, sans relâche, en vue de faire face aux essaims de criquets récemment apparus aux frontières sud du pays, indique un communiqué du Conseil des ministres. Concernant le plan préventif contre un risque potentiel d'invasion de criquets aux frontières sud "le président de la République a ordonné de prendre toutes les dispositions et mesures de précaution et de vigilance extrême,

sans relâche, en vue de faire face aux essaims de criquets aux portes des frontières de manière anticipative, pour les éradiquer et empêcher leur avancée", précise la même source. A cet égard, le président de la République a souligné que "l'Algérie est un pays pionnier dans la lutte contre les criquets et elle dispose de toute l'expertise et expérience nécessaires pour les éradiquer", ajoute le communiqué. Le président de la République a également ordonné "d'organiser une réunion préparatoire et de coordination dans une wilaya du Sud pilote pour aboutir à un plan efficace, en s'appuyant sur les expertises des spécialistes du Sud". En outre, le président de la République a donné des instructions pour "coordon-

ner étroitement avec le ministère de la Défense nationale dans toutes les étapes du plan de lutte", conclut le communiqué. Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, avait affirmé, samedi dernier à Alger, que la situation relative aux essaims de criquets récemment apparus dans certaines zones frontalières du sud du pays n'était "pas inquiétante" et était "maîtrisée". Le ministre avait précisé, dans une déclaration à la presse samedi dernier, qu'un dispositif renforcé de lutte avait été mis en place contre le criquet pèlerin, incluant notamment une lutte aérienne menée par des aéronefs de Tassili Airlines et du ministère de la

Défense nationale, ainsi qu'un dispositif de surveillance par drones. «Nous avons déployé un parc de drones qui assure actuellement la surveillance. Nous avons également mobilisé plus de 1,2 million de litres de pesticides et tous les moyens d'intervention nécessaires», a-t-il indiqué, insistant sur le fait qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter à ce sujet. Expliquant que le dispositif mis en place visait aussi à intervenir dès l'apparition de tout foyer, le ministre a assuré que «les services concernés restent constamment vigilants, notamment dans les régions d'Illizi, d'Ouargla, ainsi que dans quelques points dans les wilayas d'El Oued et de Biskra».

BEJAIA

Le secteur des transports renforcé par 10 Bus urbains

L'entreprise de transport urbain et suburbain de Bejaia (ETUBS) a été renforcée dernièrement par 10 bus urbains qui vont lui permettre d'améliorer ses prestations et mettre fin aux pressions relevées sur certaines lignes, a-t-on appris dimanche des services de la wilaya.

L'attribution de ce quota de bus urbains va porter à 45 unités la flotte de l'ETUBS qui couvre quatre (4) lignes dans l'espace urbain et une (1) en suburbain et assure le transport annuellement de quelque sept (7) millions d'usagers, a précisé la même source.

Les usagers du transport de l'ETUBS sont déplacés dans "des conditions de confort, d'hygiène, et de sécurité optimales", est-il souligné.

Mise en service en 2010, l'entreprise prend en charge plus de 17% du trafic urbain et entend prendre encore plus de place avec l'arrivée de cette nouvelle attribution, soulignent les responsables du secteur. Avec les nouveaux bus urbains, l'ETUBS va améliorer ses prestations, élargir le réseau avec l'inauguration de nouvelles lignes et permettre au plus grand nombre de ses usagers de se déplacer sans conséquence vénale, le prix pratiqués étant fixé à seulement 15 dinars, relève-t-on encore.

MILA

Remise des arrêtés d'attribution d'une centaine d'aides au logement rural

Les arrêtés d'attribution de 100 aides au logement rural ont été remis dimanche à leurs bénéficiaires dans la wilaya de Mila, issus de plusieurs communes, a indiqué à l'occasion le directeur local du logement, Bilal Mezaïni.

Les communes concernées par ce quota, dont la distribution a été présidée par les autorités locales lors d'une cérémonie au musée Slimane-Bentobal de Mila, sont celle de Mila, Oued N'dja, Grarem Gouga, Hamala, Oued Atthmania, Amira Arrès et Chelghoum Laïd, a indiqué à l'occasion le directeur local du logement, Bilal Mezaïni.

Ce quota fait partie du programme spécial de logement rural retenu pour la wilaya de Mila en 2024 et constitué de 4.000 aides, a précisé la même source.

Cet "important" programme a été réparti sur les communes de la wilaya conformément aux critères en vigueur et en fonction des besoins de chaque commune, selon la même source qui a souligné que la désignation des bénéficiaires est assurée sur la base des conditions fixées légalement par les assemblées populaires communales concernées.

JIJEL

Rencontre de coordination pour moderniser la formation en agriculture

Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels à Jijel a organisé dimanche une rencontre de coordination pour le développement et la modernisation de la formation dans le secteur agricole destinée aux jeunes, a indiqué dimanche le directeur local du secteur, Mohamed Halassi.

La même source a précisé que dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, données lors du Conseil des ministres tenu le 9 mars courant et relatives à la formation des jeunes en agriculture, notamment l'élevage de bétail au titre de la production domestique, l'arboriculture fruitière et la culture des fleurs, une rencontre de coordination a été tenue au CFPA chahid Bouharth Salah en présence des acteurs et partenaires du secteur.

La rencontre, a-t-il noté, a abordé les mécanismes de consolidation de la formation en agriculture, notamment l'élevage de bétail, l'arboriculture fruitière et le jardinage ainsi que la réactivation des conventions conclues entre la direction de la formation et de l'enseignement professionnels et les directions des services agricoles, de la conservation des forêts, du parc national de Taza et la chambre de l'agriculture.

Il s'agit d'un engagement de la direction de la formation et de l'enseignement professionnels à consolider le secteur

agricole et à développer les compétences des jeunes dans ce domaine surtout que le secteur agricole dans la wilaya de Jijel renferme de grandes potentialités lui permettant de réaliser un développement prometteur, a estimé le même responsable. La rencontre a connu la participation de représentants de la direction des services agricoles, de la chambre de wilaya de l'agriculture, du parc national Taza, d'enseignants de la spécialité et des directeurs des établissements de formation assurant des formations dans des activités agricoles, a-t-on indiqué.

TOUGGOURT

Mise en service graduelle de l'hôpital 240 lits

Le nouvel hôpital "240 lits" de la wilaya de Tougourt a été mis en service dimanche et ce de façon graduelle, a-t-on appris de la direction locale de la Santé et de la Population (DSP). Le nouvel établissement devra accueillir dans une première phase les patients pour des consultations médicales dans certaines spécialités, dont la cardiologie, la néphrologie et la

médecine légale, et ce selon un programme hebdomadaire, avant l'ouverture prochaine, et de manière graduelle, des autres services dotés d'équipements modernes, a indiqué le DSP, Taha Hocine Fezzaï. Cette structure de santé de trois étages comprend un service de réanimation et de soins intensifs (18 lits), des services d'hospitalisation et d'un bloc opératoire (6 chambres), un service d'hémo-

dialyse, d'imagerie médicale et de radiologie numérique, ainsi qu'une aile pour la rééducation fonctionnelle et la pharmacie, selon la fiche technique du projet. Elle sera susceptible d'améliorer la prise en charge médicale de la population, combler le déficit accusé en certains services médicaux et réduire la pression sur l'établissement public hospitalier "EPH-Slimane Amirat" au chef-

lieu de la wilaya. Le projet de l'hôpital "240 lits", mis en chantier en février 2012, a connu une perturbation dans sa réalisation, pour des raisons techniques et d'autres liées à l'entreprise réalisatrice, ayant entravé l'avancement de son chantier et sa livraison dans les délais prescrits initialement à l'année 2017.

CONSTANTINE

Près de 2 milliards DA pour l'aménagement d'un nouvel hôpital à la circonscription Ali Mendjeli

Une enveloppe financière de près de 2 milliards de dinar vient d'être dégagée pour l'aménagement d'un nouvel hôpital à la circonscription administrative Ali Mendjeli, dans la wilaya de Constantine, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya. L'opération porte sur la transformation d'une structure composée de 262 locaux commerciaux inexploités, en un hôpital de 200 lits destiné à l'amélioration du service sanitaire

dans cette agglomération forte de plus de 400.000 âmes, a précisé la cellule de communication de la wilaya. S'étendant sur une surface de 15.000 m2, le nouvel hôpital comprendra, entre autres, un service d'hémodialyse, un autre des urgences médicales, un service mère-enfant et un service de médecine générale, selon les explications fournies par la même source. Le futur hôpital dont l'aménagement a été décidé dans le cadre de la stratégie nationale

visant le renforcement du service médical, notamment dans les nouvelles agglomérations et pôles urbains, abritera également un centre de transfusion sanguine et un laboratoire d'analyses médicales, a ajouté la même source. Un délai de 24 mois a été fixé pour l'achèvement de cette opération revêtant un intérêt important pour le secteur local de la santé, a-t-on fait savoir.

CNEP-BANQUE

Transfert de l'agence d'Ain Bessam vers de nouveaux locaux

La CNEP-Banque a annoncé, dimanche dans un communiqué, le transfert de son agence d'Ain Bessam (wilaya de Bouira) vers de nouveaux locaux, dans le cadre de sa démarche visant l'amélioration de la qualité de ses services. L'agence (code 217), auparavant située aux 300 logements, bâtiment "E", bloc 2, est désormais implantée à la Rue Mihoubi Ibrahim, Ain Bessam, à compter du 23 mars courant, précise la banque publique. Ce transfert vise à offrir un espace "plus moderne, fonctionnel et ac-

cessible", afin de garantir "une expérience bancaire plus fluide et agréable", souligne la même source. Le nouvel emplacement permettra également d'assurer "un meilleur accueil et une prise en charge plus rapide des demandes des clients", tout en offrant "des conditions de travail optimales pour le personnel de l'agence", ajoute la CNEP-Banque. A travers cette délocalisation, la banque réaffirme son engagement à renforcer sa proximité avec sa clientèle locale et à proposer une large gamme de services bancaires

adaptés aux besoins spécifiques de chacun, selon le communiqué. La CNEP-Banque précise, par ailleurs, que ce changement s'inscrit dans sa volonté de moderniser ses infrastructures afin d'accompagner le développement économique local et de répondre aux nouvelles exigences du marché. Les clients de l'agence d'Ain Bessam peuvent désormais bénéficier de ce nouvel environnement, conçu pour améliorer leur confort et optimiser l'expérience bancaire, conclut la même source.

Repenser la gestion de l’eau dans un monde en situation d’insécurité hydrique

« À chaque catastrophe, vous vous précipitez pour apporter de l’aide. Pourquoi vous ne faites pas plus pour empêcher qu’elles arrivent ? »

Par SAROJ KUMAR JHA

Ces mots sont ceux d’une adolescente après le passage dévastateur du super cyclone qui a frappé en 1999 l’État d’Odisha, dans l’est de l’Inde. Je faisais alors partie de l’Indian Administrative Service (IAS) et assurais la coordination des opérations de secours 48 heures après la survenue de la tempête. Surgissant du chaos, sa question façonnera toute ma carrière. Certes, les secours sont indispensables, mais la solution véritable réside dans la mise en place de systèmes hydriques solides et adaptatifs.

Une crise de l’eau qui s’amplifie

Dans l’État d’Odisha, l’ampleur des dévastations n’était pas liée seulement au déferlement des vents et des ondes de tempête, mais aussi à ce qu’il a entraîné dans son sillage. Des systèmes d’adduction d’eau totalement anéantis et des communautés privées d’eau potable pendant des semaines. Des puits contaminés et des infrastructures détruites, causant des flambées épidémiques. Les catastrophes naturelles mettent à nu les failles de nos systèmes de gestion de l’eau. Et l’insécurité hydrique entrave les efforts de relèvement. La résilience ne se limite pas à une réponse d’urgence : elle nécessite des systèmes de gestion des ressources en eau plus intelligents et adaptés à un monde qui a changé. Au cours des 50 dernières années, les réservoirs naturels d’eau douce ont diminué de 27 000 milliards de mètres cubes en raison de la dégradation des sols, de l’épuisement des eaux souterraines et de la disparition des zones humides. Dans le même temps, 83 % des espèces d’eau douce se sont éteintes depuis 1970, signe d’un effondrement plus large des écosystèmes qui maintenaient autrefois les ressources en eau. Aujourd’hui, une personne sur dix vit dans un pays confronté à de graves pénuries d’eau. D’ici à 2040, ce sera un enfant sur quatre. Les phénomènes météorologiques extrêmes altèrent le cycle de l’eau et le rendent plus irrégulier. On estime qu’à l’horizon 2050, près de la moitié de la population

mondiale pourrait être touchée par des sécheresses aux conséquences désastreuses pour l’agriculture et les moyens de subsistance. J’ai pu constater par moi-même comment le changement des conditions climatiques transforme les systèmes hydriques. En Afghanistan, le dérèglement de la fonte des neiges rend incertains des cours d’eau au débit hier encore prévisible. Dans certaines régions d’Afrique, la sécheresse avance à bas bruit, entraînant des phénomènes de migration et une aggravation de l’insécurité alimentaire. Un récent rapport de la Banque mondiale consacré à la sécheresse et aux déficits hydriques (a) met en évidence leurs répercussions à long terme. Les enfants nés pendant des épisodes de sécheresse souffrent de malnutrition et en subissent durablement les conséquences économiques. Si rien n’est fait, ces cycles de privation vont se perpétuer.

Pourquoi nos systèmes hydriques ne sont plus adaptés à nos besoins

Notre gestion des ressources en eau est devenue inopérante. Nos systèmes ont été conçus pour un monde qui n’existe plus. Les catastrophes font éclater au grand jour leurs vulnérabilités, et la crise croissante de l’eau exige des mesures urgentes. Les barrages, par exemple, jouent un rôle essentiel dans le stockage de l’eau et la maîtrise des inondations, mais beaucoup sont vieillissants et en danger. Un grand nombre des 40 000 grands barrages du monde ont été conçus il y a des décennies, sur la base de données hydrologiques aujourd’hui obsolètes. Rien qu’en Inde, 6 886 barrages, dont beaucoup ont plus de 50 ans, risquent de céder. Avec le soutien de la Banque mondiale, le pays s’emploie à renforcer la résistance de plus de 500 grands ouvrages (a). C’est un pas important dans la bonne direction, mais des milliers d’autres barrages devront être modernisés pour résister à l’intensification des phénomènes météorologiques extrêmes. En outre, pour parvenir à garantir la sécurité hydrique de demain, il faudra, au-delà des infrastructures, mobiliser un ensemble plus large de solutions : de meilleurs financements,

une gouvernance renforcée, des technologies de pointe et des partenariats porteurs d’un impact réel.

Bâtir la sécurité hydrique de demain

Il nous faut repenser la sécurité hydrique, en passant de la seule réaction à des solutions durables. Voici quatre voies essentielles pour y parvenir : 1. Optimiser et adapter le stockage de l’eau. Il est indispensable d’adopter une approche hybride qui combine infrastructures naturelles et bâties. En Pologne, le réservoir de Racibórz, conçu pour retenir les eaux de crue, a permis de protéger deux villes lors des inondations historiques (a) qui ont frappé le pays en 2024. 2. Exploiter l’innovation numérique. L’intelligence artificielle (IA), la télé-détection et la surveillance en temps réel révolutionnent la gestion de l’eau. En Inde, dans le cadre du projet national d’hydrologie (a), des modèles basés sur l’IA fournissent des prévisions de crue sur 24 heures avec une précision de 90 %, permettant aussi aux exploitants de barrages d’ajuster les lâchers d’eau. Au Brésil, la surveillance en temps réel de la sécheresse (a) permet aux autorités d’évoluer d’une gestion réactive des crises à une préparation proactive. 3. Renforcer la gouvernance et les partenariats. La gestion des risques liés à l’eau nécessite une coopération associant les pouvoirs publics, les entreprises et les populations locales. Sur les 360 bassins hydrographiques internationaux, 41 seulement ont fait l’objet d’accords de partage des eaux. En l’absence d’une gouvernance solide, les conflits autour des ressources hydriques vont s’intensifier. 4. Accroître les investissements et les financements. Le déficit de financements pour la sécurité hydrique (a) est colossal : les besoins se chiffrent à 6 700 milliards de dollars d’ici à 2030 et à 22 600 milliards de dollars à l’horizon 2050. Les pouvoirs publics ne peuvent à eux seuls y faire face, et la participation du secteur privé est indispensable (a). Au Chili et au Pérou, les investissements privés soutiennent le développement du traitement et de la réutilisation des eaux usées, contribuant ainsi à réduire la consommation d’eau douce. Les modèles de financement mixte, les

obligations climatiquement responsables ou conçues pour renforcer la résilience sont autant d’instruments qui peuvent aider à combler le déficit de financement, mais qui restent à l’heure actuelle insuffisamment utilisés.

Eau, emploi et croissance économique

Les solutions qui promeuvent une gestion intelligente des ressources en eau ne permettent pas seulement de renforcer la résilience et la sécurité. Elles favorisent aussi le développement économique, créent des emplois et soutiennent les moyens de subsistance. Avec un accès fiable à l’eau, on soutient l’agriculture, l’énergie et l’industrie, et ces secteurs emploient des millions de personnes, en particulier dans les pays à faible revenu. Aucun pays ne peut parvenir à une prospérité durable sans sécuriser son avenir hydrique. Les pénuries d’eau détruisent des emplois : au Cap (Afrique du Sud), 20 000 travailleurs agricoles ont perdu leurs moyens de subsistance lors de la sécheresse de 2018. Une gestion raisonnée des ressources en eau est source d’opportunités. En République démocratique du Congo, un programme d’accès à l’eau devrait créer près de 30 000 emplois. L’eau potable et l’assainissement améliorent la santé publique et permettent une plus grande participation au marché du travail, en particulier pour les femmes..

Notre engagement en faveur de la sécurité hydrique

La sécurité hydrique ne consiste pas seulement à se prémunir contre les pénuries d’eau, c’est un facteur clé de résilience, de stabilité économique et de réduction des risques de catastrophe. Sans eau, l’économie vacille, la production alimentaire s’effondre, la santé publique se détériore. Sans eau, il n’y a pas de planète vivable. L’adolescente d’Odisha m’a mis au défi de faire mieux : pourquoi ne faisons-nous pas plus d’efforts pour empêcher la catastrophe ? Nous devons le faire et nous le ferons, car l’avenir en dépend.

Source : Banque Mondiale

TUNISIE

Un programme pour former des travailleurs pour le marché italien

L'Italie s'est engagée à améliorer l'employabilité des travailleurs tunisiens et à créer des voies durables de mobilité professionnelle entre les deux pays. Cet engagement se concrétise à travers le programme THAMM, qui intègre l'expertise de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

L'OIM a annoncé l'ouverture des inscriptions pour le compte du programme THAMM Plus, dédié à l'intégration des travailleurs tunisiens sur le marché de l'emploi en Italie. Ce programme, soutenu par un accord entre les gouvernements de Tunisie et d'Italie, prévoit la formation de Tunisiens, notamment dans les domaines des bâtiments et travaux publics, en vue de leur intégration professionnelle en Italie.

Les inscriptions sont ouvertes aux jeunes diplômés titulaires d'un Certificat de compétence, d'un Certificat d'aptitude professionnelle, d'un Brevet de technicien professionnel homologué ou d'un Certificat de compétence professionnelle. Les spécialités concernées incluent la maçonnerie, le coffrage-bois et la pose de revêtements durs.

Les candidats sélectionnés bénéficieront d'une formation en langue et culture italiennes, en sécurité au travail, ainsi que d'un approfondissement technique lié à leur spécialité avant leur intégration en Italie. D'ici 2026, l'Italie prévoit d'intégrer 2 000 travailleurs tunisiens, renforçant ainsi les liens en matière d'emploi entre les deux pays tout en promouvant une émigration sûre, ordonnée et régulière, sous l'impulsion de l'OIM.

Le programme THAMM s'inscrit dans une approche globale de la gouvernance des migrations et de la mobilité de la main-d'œuvre dans les pays d'Afrique du Nord. Il est financé par l'Union européenne et cofinancé par le ministère de l'Intérieur italien. Les inscriptions pour ce programme sont ouvertes jusqu'au 8 avril.

AVEC L'ACHÈVEMENT DE SON AMBITIEUX PROJET D'EXPANSION

L'aéroport international Hamad accroît sa capacité à 65 millions de passagers

L'aéroport international Hamad a officiellement ouvert les halls D et E, portant sa capacité annuelle à plus de 65 millions de passagers.

L'extension a permis une augmentation de 14 % de la superficie du terminal, qui atteint désormais 842 000 mètres carrés. Le nombre total de portes d'embarquement s'élève à 62, soit une hausse de 40 % grâce à l'ajout de 17 nouvelles portes, optimisant ainsi la connectivité des vols et la fluidité des opérations tout en réduisant significativement l'utilisation des bus pour le transport des passagers.

Cette nouvelle phase d'expansion s'inscrit dans la transformation continue de l'aéroport, amorcée en 2022 avec l'inauguration d'Orchard, un jardin tropical intérieur de 6 000 mètres carrés.

Son Excellence M. Badr Mohammed Al Meer, Président-Directeur général du groupe Qatar Airways, a déclaré à l'agence de presse qatarie /QNA/ : « L'extension précédente, ouverte en 2022, avait porté la capacité de l'aéroport à 53 millions de passagers. Entièrement exploitée, cette infra-

structure a permis d'accueillir 53 millions de passagers en 2023, contre 37 millions l'année précédente. Nous avons lancé ce nouveau projet d'expansion début 2023 afin d'accompagner la croissance du trafic passagers. Aujourd'hui, l'aéroport international Hamad peut accueillir jusqu'à 65 millions de voyageurs par an. »

L'agrandissement s'est accompagné d'une diversification de l'offre commerciale et de restauration, avec l'intégration de nouvelles enseignes internationales et le réaménagement des espaces d'attente afin d'améliorer le confort des passagers.

Dans ce cadre, Qatar Duty Free a inauguré plus de 10 nouveaux points de vente et établissements de restauration dans les halls D et E, ajoutant 2 700 mètres carrés d'espace commercial supplémentaire. Son Excellence M. Badr Mohammed Al Meer a souligné que cette expansion permet de soutenir les entrepreneurs qataris en leur offrant une vitrine internationale pour

promouvoir leurs produits et concepts au sein de l'aéroport. Il a ajouté : « L'aéroport international Hamad est bien plus qu'un simple point de transit ; il constitue un pilier essentiel du développement économique du Qatar et de son rayonnement mondial. » Il a également affirmé avoir supervisé personnellement ce projet d'agrandissement depuis 2018, se félicitant de son achèvement anticipé.

Il a précisé que cette expansion dépasse le simple accroissement de la capacité aéroportuaire, englobant également le renforcement du réseau de destinations de Qatar Airways, l'amélioration de la flexibilité opérationnelle et la contribution à la diversification économique du pays, en ligne avec la Vision nationale du Qatar 2030. « Ce projet nous permet d'anticiper l'évolution des besoins du secteur aérien et de consolider la place du Qatar en tant que hub mondial de l'aviation », a-t-il ajouté.

MAURITANIE

Entre Nouakchott et Marseille : Des liens économiques prometteurs

Le réseau d'entreprises Africalink, créé en France il y a sept ans, favorise et développe les relations avec le tissu économique africain, et notamment avec la Mauritanie

« La conviction d'Africalink, c'est que l'Afrique est aujourd'hui le moteur de la croissance économique », soutient avec conviction Hicham El Merini, co-président de cette communauté d'entrepreneurs basée à Marseille qui accueille en son sein 45% de chefs d'entreprise africains. PDG de la société SM2E, spécialisée dans les technologies de défense et de sécurité, Hicham El Merini, affirme qu'aujourd'hui, « tout le

monde veut travailler avec l'Afrique ». D'ailleurs, des projets sont en cours avec les ports de Dakar et Nouakchott.

Africalink est une émanation de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Aix Marseille-Provence (CCIAMP), la première créée en France en 1599. Celle-ci est hébergée dans un imposant et magnifique bâtiment édifié en 1860 selon le souhait de l'Empereur Napoléon III, le long de La Canebière, célèbre avenue de Marseille qui descend jusqu'au Vieux-Port de la ville. « L'Europe et l'Afrique ont un avenir commun »

Réseau constitué de quelque 230

membres, Africalink a réussi à tisser des relations commerciales à travers la mise en place de projets porteurs qui contribuent au développement d'une vingtaine de pays. La question primordiale qui se posait aux initiateurs -vingt entreprises en 2017-, était de savoir comment travailler efficacement avec l'Afrique. On trouve la réponse sur le site de la chambre de commerce « Au-delà d'être un réseau de rencontres, d'échanges et de collaborations business entre ses membres, Africalink est également un espace de réflexion sur des thèmes tels que l'émergence collaborative, la nouvelle relation Afrique/France, le rôle

d'Aix-Marseille-Provence comme hub mondial de cette relation, le financement de la PME en Afrique. » Sept ans après sa création, Africalink, représenté par des « ambassadeurs » dans plusieurs pays africains, a pleinement justifié sa raison d'être, particulièrement dans les domaines de la technologie et de l'intelligence artificielle. Les projets sont portés non pas par des grands groupes, mais des PME « qui partagent la conviction que l'Europe et l'Afrique ont un avenir commun, et que celui-ci s'écrit, entre autres, avec les entrepreneurs, créateurs de richesses et d'emplois. »

ARABIE SAOUDITE

Saudi Aramco dévoile une technologie de capture directe de l'air pour réduire les émissions

Saudi Aramco a dévoilé la première unité d'essai de capture directe de l'air du Royaume, marquant ainsi une étape importante dans sa mission de réduction des émissions et d'avancement de la technologie de capture du carbone pour un avenir durable.

L'unité est capable d'éliminer 12 tonnes de dioxyde de carbone de l'atmosphère chaque année, selon un communiqué officiel d'Aramco.

En tant que première entreprise intégrée d'énergie et de produits chimiques au monde, Aramco a souligné que l'usine pilote, développée en partenariat avec

Siemens Energy, représente une étape cruciale dans l'amélioration des capacités de DAC.

Ali A. Al-Meshari, vice-président principal d'Aramco chargé de la supervision et de la coordination des technologies, a souligné que les technologies de capture directe du dioxyde de carbone joueront un rôle essentiel dans l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, en particulier dans les industries qui sont difficiles à décarboniser.

"L'installation d'essai lancée par Aramco est une étape clé dans nos efforts pour mettre à l'échelle des systèmes DAC via-

bles, en vue d'un déploiement dans le Royaume d'Arabie saoudite et au-delà. En plus de contribuer à réduire les émissions, le CO2 extrait grâce à ce processus peut à son tour être utilisé pour produire des produits chimiques et des carburants plus durables", a déclaré M. Al-Meshari.

Ce développement est conforme à l'engagement de l'Arabie saoudite de parvenir à des émissions nettes nulles d'ici à 2060, en suivant une approche d'économie circulaire du carbone qui met l'accent sur la réduction, la réutilisation, le recyclage et l'élimination du carbone.

Cette initiative soutient également l'initiative verte saoudienne, qui vise à réduire les émissions de carbone de 278 millions de tonnes par an d'ici à 2030 et à faire passer 50% des sources d'énergie du pays aux énergies renouvelables. Le projet reflète l'engagement ferme d'Aramco en faveur de la capture du carbone, un élément essentiel de son objectif de réduire à zéro les émissions de gaz à effet de serre des catégories 1 et 2 pour l'ensemble de ses actifs détenus et exploités à 100% d'ici à 2050.

GROUPE D'INVESTISSEMENT I&P

Financement 30 start-up agricoles dans 6 pays subsahariens

Un an après le lancement d'une structure de financement des fonds d'investissement dédiés aux PME agricoles en Afrique, I&P poursuit son développement dans ce secteur en ciblant 6 économies africaines en Afrique centrale, de l'Est et de l'Ouest.

Investisseurs & Partenaires (I&P) qui accompagne le développement des PME en Afrique subsaharienne, a lancé une nouvelle initiative de financement de 4 millions d'euros (4,33 millions \$) ciblant exclusivement le secteur agricole africain. Dénommé « I&P Accélération FARM », ce programme présenté le mercredi 19 mars 2025, vise à soutenir une trentaine de start-up et PME agricoles et agroalimentaires dans 6 pays africains, à savoir : le Sénégal, la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, l'Ouganda et le Kenya.

Un soutien financier et technique pour des PME agricoles

« I&P Accélération FARM » cible des entreprises actives dans la transformation des produits agricoles, l'agriculture primaire, l'élevage, la pisciculture et les services liés au secteur agricole. Selon leur niveau de maturité, elles recevront soit

un financement d'amorçage, compris entre 10 000 et 100 000 euros, sous forme d'avance remboursable sur 36 mois ou d'un accompagnement technique sur des problématiques spécifiques liés à la comptabilité, au marketing, à la technologie, et à l'adaptation aux changements climatiques... Déployée sur une période de cinq ans (2024-2029), l'initiative mettra un accent particulier sur les PME situées dans les zones rurales, où l'accès aux financements reste limité.

Un partenariat avec Proparco

Ce projet est réalisé en collaboration avec Proparco, la filiale du groupe Agence française de développement (AFD) dédiée au financement du secteur privé. Celle-ci investira chaque année environ 50 millions d'euros pour financer directement des entreprises agricoles en Afrique. Elle mobilisera également plus de 150 millions d'euros sous forme

de prêts et garanties destinés aux banques africaines qui financent des systèmes alimentaires durables. « Ce programme offrira un appui financier aux start-up et PME du secteur agricole, favorisant ainsi l'émergence de jeunes entreprises et la transformation du secteur en amont », a déclaré Françoise Lombard, directrice générale de Proparco. Un engagement continu pour le secteur agricole En octobre 2024, I&P avait déjà lancé le fonds FASA (Financing for Agricultural SMEs in Africa), destiné à soutenir des fonds d'investissement spécialisés dans le financement des PME agricoles africaines. Celles-ci soutiennent 95% des petits exploitants agricoles, assurent 60% de la production et du commerce alimentaire, et génèrent 70% des emplois formels dans le secteur. Pourtant, elles font face à un déficit de financement estimé à 100 milliards \$, selon l'USAid dans un rapport de 2023.

BURKINA FASO

Orezone veut produire 130 000 onces à la mine Bomboré en 2025

Orezone a produit 118 746 onces en 2024 à sa mine Bomboré. La compagnie travaille sur un projet d'agrandissement permettant de doubler ce volume, et les premiers résultats devraient être visibles d'ici la fin 2025. Orezone Gold a annoncé jeudi 20 mars ses résultats annuels pour 2024 et ses prévisions pour 2025. La compagnie canadienne veut produire 115 000 à 130 000 onces à la mine Bomboré au Burkina Faso, contre 118 746 onces en 2024. La production devrait augmenter cette année, particulièrement au dernier trimestre 2025 avec le démarrage programmé de la nouvelle usine de traitement de roche dure de la mine. Elle devrait permettre la production de 5000 à 10 000 onces, alors que l'usine d'oxyde existante devrait livrer une production similaire à celle de l'année dernière, entre 110 000 et 120 000 onces. Notons que les dépenses de maintien sont estimées entre 9 et 10 millions \$, contre 16 millions \$ en 2024. Notons que la hausse de la production attendue en 2025 s'inscrit dans une tendance à long terme, avec l'agrandissement de la mine. D'ici fin 2025, la capacité de production annuelle devrait atteindre 185 000 onces au maximum, avant une capacité de production maximale de 250 000 onces d'ici 2026. Les plans d'Orezone surviennent à un moment où les prix de l'or sont élevés, permettant à la compagnie d'espérer des revenus également en hausse. En 2024 par exemple, Orezone a généré 283 millions \$ de revenus en 2024, en hausse de 4 % malgré une baisse de 15 % des volumes vendus.

GABON

L'Etat parie sur le minerai de fer pour diversifier ses revenus miniers

Les mines représentent seulement 7 % des revenus extractifs du Gabon, largement dominés par l'exploitation du pétrole. Malgré la diversité des ressources minérales du pays, le manganèse reste le principal produit minier exploité. Le Gabon poursuit ses efforts de diversification des revenus miniers, grâce à ses immenses réserves de minerai de fer. Le gouvernement a signé jeudi 20 mars une nouvelle convention minière pour le projet Baniaka, un gisement opéré par l'australien Genmin. Selon les détails fournis lundi 24 mars

par la compagnie, le Gabon détiendra une participation gratuite de 10 % dans le projet avec une option pour une participation supplémentaire pouvant aller jusqu'à 25 %. Un taux d'imposition de 35 % s'appliquera aux bénéfices de la société qui versera par ailleurs une redevance minière de 5 % sur les revenus de vente de la future production. La mine devrait livrer 5 millions de tonnes par an durant les premières années, puis jusqu'à 10 millions de tonnes de minerai de fer par an. S'il n'est pas encore possible d'évaluer l'ampleur des revenus que Baniaka va

générer, ce n'est pas le seul projet sur lequel compte le gouvernement gabonais pour diversifier ses revenus miniers. L'exploitation de Baniaka, prévue pour démarrer à la fin de l'année 2026, s'ajoute en effet à celle de Belinga, l'un des gisements de fer les plus importants du Gabon. Après la signature d'une convention minière avec Libreville en février 2023, l'australien Fortescue a annoncé en décembre de la même année les premières expéditions de minerai de fer. Selon l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), le

secteur minier joue encore un rôle marginal dans le secteur extractif gabonais, avec seulement 7 % des revenus extractifs du pays en 2022, contre 93 % pour les hydrocarbures. Cette contribution minière provient presque exclusivement de la Comilog, filiale du français Eramet, chargée de l'exploitation du manganèse au Gabon. Tout en contribuant à la diversification des revenus miniers, les gisements de fer du Gabon contribueront donc aussi à réduire la dépendance aux revenus pétroliers. Il faut néanmoins souligner que l'arri-

vée du Gabon dans le cercle des producteurs de minerai de fer intervient alors que les perspectives du marché sont mitigées. La production mondiale devrait augmenter en moyenne de 2,5 % d'ici 2029 selon BMI, accentuant la pression à la baisse sur les prix. La Banque mondiale révèle que le prix moyen du minerai est sur une tendance baissière ces dernières années, passant de 121,3 dollars la tonne en 2022 à 109,4 dollars la tonne en 2024. Il pourrait atteindre 78 dollars la tonne d'ici 2033, d'après BMI.

ETHIOPIE

La fintech Kifiya veut octroyer des prêts sans garantie à 1 million d'agriculteurs

Grâce à ses solutions numériques basées sur l'IA et l'analyse de données, Kifiya a déjà permis à 75 000 petits exploitants agricoles en Ethiopie d'accéder à 92 millions \$ en crédits et en intrants agricoles à fin mars 2025. Désireuse d'élargir l'accès aux services financiers pour ces agriculteurs, la fintech s'est alliée à la SFI dans ce sens. La fintech Kifiya Financial Technology, qui facilite l'accès aux crédits sans exigences de garanties pour des PME, veut numériser 1 million de petits exploitants agricoles en Ethiopie. Pour y parvenir, elle a signé un partenariat stratégique

avec la Société financière internationale (SFI), annoncé le lundi 17 mars 2025. Kifiya entend utiliser ses technologies d'IA et l'exploitation de données pour proposer des prêts et d'autres services financiers numériques à ces agriculteurs. Un accès élargi aux services financiers Avec le soutien de la SFI, Kifiya recensera et enregistrera ces agriculteurs sur une plateforme numérique. Ceux-ci pourront profiter d'un ensemble de services essentiels tels que : des prêts sans garantie pour financer leurs activités agricoles, une connexion directe aux marchés, réduisant ainsi les pertes après récolte et augmentant leurs revenus,

l'exploitation de données et de l'imagerie satellite avancée, pour optimiser la gestion de leurs cultures et aussi l'accès à la micro-assurance, pour protéger leurs cultures contre les risques climatiques. « Cette initiative avec la SFI ouvrira des perspectives financières aux petits exploitants agricoles, leur permettant de prospérer dans l'économie numérique. Nous pourrions offrir aux agriculteurs un accès aux services financiers numériques, améliorer leur productivité et améliorer leurs moyens de subsistance grâce à des solutions basées sur les données », a déclaré Munir Mohammed Duri, directeur général de Kifiya.

Une technologie de prêt basée sur l'IA Contrairement aux modèles de prêts traditionnels, qui reposent sur des garanties et des antécédents de crédits officiels, la start-up adopte une approche différente basée sur l'IA. Cette méthode repose sur des sources de données alternatives telles que des transactions mobiles, les performances des entreprises et les empreintes numériques. Grâce à cette technologie, Kifiya supprime le besoin de garantie et permet à des entrepreneurs notamment des microentreprises et des agriculteurs exclus du système bancaire classique d'accéder au financement.

RASSURÉE SUR LES DROITS DE DOUANE US

L'Europe ouvre en hausse

Les principales Bourses européennes progressent lundi à l'ouverture après des commentaires jugés rassurants de Donald Trump sur la politique commerciale américaine, et avant la publication des indicateurs PMI pour mars.

À Paris, le CAC 40 se hisse de 0,76% à 8.104,37 points vers 08h05 GMT. Le Dax à Francfort se renforce de 0,82%, tandis que le FTSE à Londres avance de 0,43%. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 prend 0,56%, l'EuroStoxx 50 gagne 0,72% et le Stoxx 600 0,56%. Alors que les marchés boursiers souffrent depuis des semaines des incertitudes créées par les annonces parfois contradictoires de Donald Trump sur les droits de douane américains et leur

calendrier de mise en oeuvre, le président des Etats-Unis a un peu rassuré les investisseurs vendredi en promettant de faire preuve de souplesse et en évoquant un entretien la semaine prochaine entre Jamieson Greer, représentant américain au Commerce, et son homologue chinois. Les marchés attendent par ailleurs la publication des indicateurs PMI à partir de 08h15 GMT, qui donneront de premières indications sur le regard porté par le secteur privé européen sur les

vastes plans d'investissement dans la défense annoncés par l'Allemagne et la Commission européenne. Aux valeurs, Valneva gagne 5,1% après avoir annoncé lundi fournir 40.000 doses du vaccin Ixchiq contre l'épidémie de chikungunya à la Réunion.

Bayer chute de plus de 7% après avoir été condamné par un jury de l'État américain de Géorgie à verser environ 2,1 milliards de dollars (1,94 milliard d'euros) à un plaignant qui accuse le Roundup, un herbicide, d'avoir provoqué son cancer.

BOURSE DE PARIS

En hausse de 0,50%

La Bourse de Paris avance lundi, portée par l'espoir que les droits de douane américains, attendus pour avril, puissent être plus mesurés qu'escompté. L'indice vedette gagnait 0,50% vers 10H00, avançant de 39,99 points à 8.082,94 points. Vendredi, il a cédé 0,63% pour s'établir à 8.042,95 points à la clôture. Les marchés "s'inscrivent dans un climat plus positif", commente Susannah Streeter, analyste de Hargreaves Lansdown. Le marché s'attend à ce que les droits de douane américains qui doivent être mis en place dès le 2 avril "soient modifiés et qu'ils se concentrent davantage sur des produits et des secteurs spécifiques, au lieu de déclencher des droits de douane de manière générale", a-t-elle détaillé. Sur sa politique commerciale, Donald Trump a déclaré vendredi devant des journalistes dans le Bureau ovale ne rien vouloir changer, évoquant toutefois une éventuelle "flexibilité". "Je ne change rien, mais le mot flexibilité est un mot important (...). Il y aura de la flexibilité, mais en principe, c'est réciproque", a-t-il déclaré. En zone euro, l'activité économique du secteur privé a progressé pour le troisième mois consécutif en mars, selon le baromètre PMI Flash, calculé via des sondages d'entreprises. Il s'élève à 50,4, contre 50,2 en février, juste au dessus de la barre des 50 signalant une

croissance. En France cependant, cette activité est toujours en recul en mars, la confiance étant à "son plus bas niveau depuis avril 2020". Le vaccin Valneva contre la chikungunya à la Réunion Pour faire face à l'épidémie de chikungunya sur l'île de La Réunion, qui s'accélère depuis le début du mois, le laboratoire franco-autrichien Valneva (+6,62% à 3,61 euros) fournira des doses de son vaccin contre cette maladie, selon un communiqué du groupe pharmaceutique franco-autrichien. "En accord et avec l'appui de l'Agence régionale de Santé La Réunion, Valneva fournira 40.000 doses" de son vaccin Ixchiq, "à compter de début avril, avec la possibilité d'en fournir davantage", a annoncé le laboratoire lundi. Ce premier vaccin contre le chikungunya, Ixchiq, a obtenu en juin 2024 une autorisation de mise sur le marché en Europe pour les adultes. LVMH: nouvelle direction artistique chez Loewe Les Américains Jack McCollough et Lazaro Hernandez, fondateurs de la marque de mode Proenza Schouler, succèdent au Nord-Irlandais Jonathan Anderson comme directeurs artistiques de la maison espagnole Loewe, a annoncé lundi cette dernière, propriété de LVMH (+0,43% à 605,10 euros).

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 21 Mars 2025 Valeur : 25 Mars 2025				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.6543133.6693
1	EUR	EURO		144.7209144.7639
1	GBP	POUND STERLING		172.7246172.8110
100	JPY	JAPANESE YEN		89.502689.5367
1	CNY	CHINESE YUAN		18.433818.4366
1	CHF	SWISS FRANC		151.2098151.2952
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.242893.2598
1	DKK	DANISH KRONE		19.394119.4002
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.190813.1953
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.676612.6813
1	AED	UAE DIRHAM		36.385336.3944
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.628835.6347
1	KWD	KUWAITI DINAR		433.5203433.7096
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.999643.4318
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.830113.8317
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.704427.8466
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.34733.3577
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.8738177.8738

POINT-MARCHÉS

Les Bourses asiatiques hésitantes

Les Bourses en Asie ont entamé lundi la semaine sur un mode hésitant et volatil, peu rassurées par la possible "flexibilité" évoquée par Washington concernant sa guerre commerciale. A la Bourse de Tokyo vers 02H15 GMT, l'indice vedette Nikkei oscillait autour de l'équilibre

(+0,01% à 37.677 points), tandis que l'indice élargi Topix cédait 0,33% à 2.794 points. La Bourse de Séoul perdait 0,12%, dans un pays agité par une crise politique persistante, tandis que Jakarta abandonnait 0,58% et Sydney 0,07%. A Hong Kong, l'indice Hang Seng grimpait de 0,26% à

23.752 points vers 02H30 GMT. L'indice composite de Shanghai prenait 0,15% et celui de Shenzhen perdait en revanche 0,22%. Valeur refuge face aux incertitudes, l'or cédait du terrain (-0,2% à 3.015 dollars l'once), mais restait proche d'un sommet historique atteint jeudi à 3.057 dollars.

Le dollar a remonté ces derniers jours, poussé par les derniers commentaires de Donald Trump sur une éventuelle "flexibilité" des droits de douane: la devise nipponne était donc sous pression, cédant 0,33% à 149,82 yens pour un dollar. Enfin, le marché du pétrole reculait, pénalisé par les

craintes persistantes sur l'impact de la guerre commerciale pour la demande mondiale, et la perspective d'un gonflement de l'offre de brut de l'Opep+. Vers 02H30 GMT, le baril de WTI américain cédait 0,26% à 68,10 dollars et celui de Brent de la mer du Nord perdait 0,30% à 71,94 dollars.

MALGRÉ LA FAIBLESSE DES DONNÉES SUR L'EMPLOI AU ROYAUME-UNI

Londres ouvre dans le vert

Les prix des actions à Londres ont ouvert en hausse avant la décision de la Banque d'Angleterre sur les taux d'intérêt à midi, alors que les nouvelles sur le refroidissement du marché du travail au Royaume-Uni n'ont pas réussi à influencer le sentiment des investisseurs. L'indice FTSE 100 a ouvert en hausse de 27,88 points, soit 0,3%, à 8 734,54. Le FTSE 250 était en hausse de 99,46 points, 0,5%, à 20 221,83, et l'AIM All-Share était en hausse de 1,89 points, 0,3%, à 696,49. "Le FTSE 100 a enregistré hier sa

meilleure série de gains en 10 mois, avec sa sixième séance de hausse consécutive, et les bons moments se poursuivent avec une nouvelle ouverture positive ce matin. Les nouvelles selon lesquelles le marché de l'emploi se refroidit plutôt qu'il ne s'effondre semblent suffire à maintenir les investisseurs sur le marché", a déclaré Matt Britzman, analyste chez Hargreaves Lansdown. Le taux de chômage au Royaume-Uni s'est stabilisé au début de l'année 2025, tandis que la croissance des salaires s'est largement ralentie, selon les données de l'Office

des statistiques nationales (Office for National Statistics). Pour les trois mois allant jusqu'au 31 janvier, le taux de chômage britannique était de 4,4 %, en ligne avec le consensus de FX Street et avec le niveau des trois mois allant jusqu'au mois de décembre. En incluant les primes, la croissance du salaire annuel moyen a été de 5,8%, en baisse par rapport à 6,1% dans les trois mois à décembre et en deçà d'un consensus de 5,9% cité par FX Street. La Banque d'Angleterre devrait annoncer sa décision sur les taux d'intérêt à 1200 GMT, après l'an-

nonce de la Fed américaine mercredi qui a laissé les taux inchangés. "Les données du marché du travail britannique ne feront pas les affaires de la Banque d'Angleterre, car l'inflation des salaires semble ne pas vouloir disparaître de sitôt. La décision d'aujourd'hui sur les taux d'intérêt semble assez facile à prédire ; il est tout simplement trop tôt pour prendre des mesures. Bien que la croissance de l'emploi soit faible, avec une légère augmentation du nombre d'emplois et un déclin des offres d'emploi, la croissance des salaires reste éle-

vée, en particulier dans le secteur privé. Il s'agit d'une position précaire, les décideurs politiques craignant qu'une main lourde ne fasse resurgir l'inflation", a poursuivi M. Britzman. Le Cboe UK 100 était en hausse de 0,3 % à 874,24, le Cboe UK 250 était en hausse de 0,5 % à 17 642, et le Cboe Small Companies a gagné 0,3 % à 15 651,22. Prudential a mené les hausses du FTSE 100 jeudi, ouvrant en hausse de 2,2% suite à la publication de ses résultats annuels.

ETATS UNIS

Les touristes se détournent peu à peu des États-Unis de Trump

En quelques semaines, le ciel s'est assombri pour le tourisme aux États-Unis dans le sillage de décisions du président Donald Trump, dont la teneur hérisse certains visiteurs étrangers et qui leur fait craindre une hausse des prix et un dollar plus fort.

Selon un rapport publié fin février par Tourism Economics, les entrées de voyageurs étrangers sur le sol américain devraient reculer de 5,1 % en 2025 par rapport à l'année précédente, contre une hausse anticipée de 8,8 %, et leurs dépenses devraient être inférieures de 10,9 %. Leurs dépenses devraient quant à elles être inférieures de 10,9 %.

Mardi, Adam Sacks, président de Tourism Economics, relevait que « la situation a empiré » et que « le résultat sera probablement pire », y voyant les « conséquences de l'antipathie envers les États-Unis ».

Ces dernières semaines, l'administration Trump a instauré des droits de douane contre le Canada, le Mexique et la Chine et menacé l'Union européenne de lui en imposer.

Parallèlement, des agences gouvernementales ont été fermées ou privées de financements (Parcs nationaux, USAID), des milliers de fonctionnaires ont été licenciés, tandis que Donald Trump élaborait des plans controversés pour les guerres en Ukraine et à Gaza.

« La polarisation engendrée par la politique et la rhétorique du gouvernement

Trump (...) vont décourager les voyages aux États-Unis », estime Tourism Economics, évoquant également des « pressions » pour ne pas y organiser d'événements (conférences, sports, etc).

L'Institut du forum touristique mondial (WTFI) anticipe un « impact important » sur les arrivées internationales, s'attendant à une « refonte » du secteur. Il rappelle également que, lors du premier mandat de Donald Trump, il y avait eu moins de touristes chinois. Quelque 35 % des habitants de seize pays d'Europe et d'Asie interrogés par YouGov en décembre étaient moins enclins à venir aux États-Unis sous Trump. 22 % d'entre eux l'étaient davantage. Pour la poignée de touristes venus de France, d'Ouzbékistan ou d'Argentine, questionnés par l'AFP sur la célèbre Times Square de New York, les positions de Donald Trump n'ont pas modifié leurs projets.

Marianela Lopez et Ailen Hadjiovakis, âgées de 33 ans, ont néanmoins utilisé leur passeport européen plutôt qu'argentin pour éviter tout problème à la frontière.

« Nous avons un peu peur de la situation, mais nous n'avons rien modifié », explique Marianela.

Quelque 77,7 millions de touristes étrangers étaient attendus en 2024 (+17 % sur un an), d'après le National Travel and Tourism Office (NTTO), qui n'a pas encore de chiffre définitif.

Les touristes d'Europe de l'Ouest (37 % des visiteurs en 2024) sont les plus susceptibles de choisir une autre destination, tout comme les Canadiens et les Mexicains.

Début février, l'U.S. Travel Association prévenait que des tarifs douaniers rebuteraient les Canadiens, qui constituent le premier contingent de touristes étrangers dans le pays (20,4 millions en 2024).

D'après Statistics Canada, les retours frontaliers de Canadiens ont chuté de 23 % en février par rapport à l'année précédente, ce qui constitue le deuxième recul mensuel consécutif.

À New York, qui a accueilli 12,9 millions de voyageurs étrangers en 2024, l'effet est déjà perceptible, avec des annulations de réservations de la part de Canadiens auprès de tours opérateurs et une baisse des recherches sur Internet (hôtels, spectacles), a expliqué à l'AFP Julie Coker, présidente de NYC Tourism, qui a abaissé en février ses prévisions pour l'année.

AU COURS DES CINQ PROCHAINES ANNÉES

La croissance économique mondiale s'établira en moyenne à 3,1 %

Selon un responsable du Fonds monétaire international, la croissance économique mondiale devrait se situer en moyenne autour de 3,1 % au cours des cinq prochaines années, ce qui est inférieur au niveau de 3,7 % atteint avant la pandémie.

S'exprimant lors du Forum sur le développement de la Chine à Pékin le 23 mars, Nigel Clarke, directeur général adjoint du FMI, a déclaré que la productivité totale des facteurs au niveau international, qui mesure la capacité à créer davantage de produits avec les mêmes

intrants, a progressé à un rythme plus lent depuis la crise financière mondiale de 2008-09. Les projections de croissance mondiale du FMI indiquent que les pays du Moyen-Orient devraient à l'avenir faire preuve de résilience financière. En janvier, l'agence financière des Nations unies a déclaré que l'économie de l'Arabie saoudite devrait croître de 3,3 % en 2025 et de 4,1 % en 2026. "La croissance mondiale est stable mais insuffisante. Notre prévision de croissance à cinq ans reste à 3,1 %, bien en deçà de la moyenne de 3,7

% enregistrée avant la pandémie", a déclaré M. Clarke. Il a ajouté : "Les modèles de commerce et de flux de capitaux sont en train de changer. L'IA (intelligence artificielle) progresse rapidement. Le commerce n'est plus le moteur de la croissance mondiale qu'il était. Les divergences entre les pays s'accroissent. Et les gouvernements du monde entier modifient leurs priorités politiques." M. Clarke estime que les pays devraient poursuivre les réformes structurelles afin de stimuler la productivité et de garantir la croissance à moyen

terme. Il ajoute que dans les sociétés vieillissantes, où la part de la population en âge de travailler diminue, la croissance de la productivité joue un rôle essentiel dans le maintien du niveau de vie.

"Cela s'applique également aux marchés émergents et aux économies en développement qui tentent de combler le fossé qui les sépare des pays plus riches. Pour offrir de meilleurs emplois et un niveau de vie plus élevé, ils doivent eux aussi stimuler la croissance de la productivité", a ajouté le directeur général adjoint.

BRÉSIL

Le Président Lula en visite au Japon pour parler commerce et environnement

Le président brésilien Lula, accompagné d'une forte délégation économique, a entamé ce lundi au Japon une visite d'État visant à renforcer les liens commerciaux et la coopération climatique entre les deux pays, face à la guerre douanière engagée par les États-Unis. Ce voyage de quatre jours de Luiz Inacio Lula da Silva, 79 ans, intervient alors que l'offensive douanière du président américain Donald Trump ont tendu les relations entre Washington et Brasilia.

De son côté, Tokyo, allié-clé des États-Unis, n'a pas réussi à obtenir une exemption des taxes américaines sur l'acier, et se prépare à de nouveaux droits ciblant l'automobile. Les deux pays pourraient

être victimes des droits de douane « réci-proques » que Washington menace d'imposer début avril. « Tous ceux qui parlaient de libre-échange pratiquent désormais le protectionnisme », a déploré Lula devant des journalistes japonais avant son départ pour Tokyo. « Ce protectionnisme est absurde », a ajouté le président brésilien, accompagné dans l'archipel nippon d'une délégation de plus d'une centaine de représentants d'entreprises. Il s'agit de la troisième visite de Lula au Japon, quatrième économie mondiale, comme président du Brésil. Une cérémonie de bienvenue aura lieu ce mardi au Palais impérial de Tokyo, suivie d'un banquet d'État le soir même. Le chef de

file emblématique de la gauche brésilienne et le Premier ministre japonais Shigeru Ishiba devraient ensuite convenir ce mercredi d'un plan d'action bilatéral incluant le développement conjoint de biocarburants dans le cadre de la coopération sur le climat. Le Brésil accueillera la COP30 en novembre. Ce plan d'action pourrait aussi prévoir des visites mutuelles de la part des dirigeants des deux pays tous les deux ans, ont rapporté l'agence de presse Jiji Press et le quotidien Yomiuri Shimbun. Les deux dirigeants devraient également s'accorder pour affirmer leur soutien au libre-échange à rebours de la politique protectionniste du président américain.

ETATS-UNIS

Un important système de messagerie pour pilotes subit sa deuxième panne en 2025

Un système de messagerie essentiel pour les pilotes américains, géré par l'Administration fédérale de l'aviation, a connu samedi sa deuxième panne de l'année. La panne du système "Notice to Airmen" (NOTAM) a duré plus de trois heures en raison d'un problème matériel avant qu'il ne soit remis en service, a indiqué l'agence.

Début février, il avait également connu une panne temporaire. Le secrétaire américain aux Transports, Sean Duffy, a déclaré vendredi que l'administration de Donald Trump dévoilerait la semaine prochaine "un tout nouveau système de contrôle du trafic aérien à la pointe de la technologie". M. Duffy a ajouté que M. Trump aura "un premier aperçu" avant que le système ne soit présenté au Congrès dans le cadre d'une demande de financement. Les inquiétudes concernant la sécurité des transports aériens à la suite de nombreux accidents survenus cette année traumatisent les voyageurs et de nombreuses compagnies aériennes aux Etats-Unis ont revu à la baisse leurs perspectives d'activité pour le premier trimestre 2025.

LE PREMIER MINISTRE L'A SOULIGNÉ

La Chine compte rester sur la voie de la mondialisation

Le Premier ministre chinois Li Qiang a assuré dimanche que son pays resterait engagé dans "la bonne direction de la mondialisation" face à la "fragmentation" croissante de l'économie mondiale, alors qu'une nouvelle guerre commerciale avec Washington s'intensifie. "En tant que grand pays responsable, la Chine se tiendra fermement du bon côté de l'histoire (...) (en pratiquant) un véritable multilatéralisme", a déclaré Li Qiang lors d'une réunion avec des dirigeants d'entreprises multinationales à Pékin. La Chine "adhérera à la bonne direction de la mondialisation économique, pratiquera un véritable multilatéralisme et s'efforcera d'être une force de stabilité et de certitude", a assuré M. Li, qui estime que "la fragmentation de l'économie mondiale s'intensifie" alors que "l'instabilité et l'incertitude augmentent". Le discours de M. Li a été prononcé lors de l'ouverture du Forum annuel pour le développement de la Chine, où était présent le PDG d'Apple, Tim Cook. "La Chine s'oppose fermement à la politisation, à la militarisation et à l'instrumentalisation des questions économiques et commerciales. Elle est disposée à engager un dialogue franc avec les Etats-Unis sur la base du respect mutuel, de l'égalité et des avantages mutuels", avait indiqué M. He, selon l'agence de presse officielle Chine nouvelle.

POUR SON ARRIVÉE EN EUROPE

Xiaomi va piocher directement chez les constructeurs allemands

Pour préparer son arrivée en Europe et son centre de développement en Allemagne, Xiaomi n'a pas hésité à démarcher directement chez la concurrence.

Après s'être imposé comme le troisième plus grand fabricant de smartphones au monde, Xiaomi a officiellement fait son entrée sur le marché des véhicules électriques en 2023, avec le lancement de la berline Xiaomi SU7. En Chine, en tout cas ! En seulement quelques mois, la marque est devenue un acteur majeur qui a bouleversé le marché, surpassant même la Tesla Model 3 en termes de ventes depuis décembre dernier. Un succès fulgurant qui donne évidemment des envies d'ailleurs. C'est ainsi que le président de l'entreprise, Lu Weibing, a annoncé que Xiaomi commencera à vendre ses voitures à l'international à partir de 2027. Mais pour ce faire, la marque compte bien aller plus loin et s'implanter directement en Europe.

Xiaomi vient chasser sur les terres de BMW !

Pour accélérer son développement dans l'automobile et surtout son arrivée sur le Vieux Continent, Xiaomi prévoit d'ouvrir un centre de recherche et développement sur place. Et, tant qu'à faire, directement en Allemagne. Plus précisément à Munich. Il ne vous aura pas échappé que cette ville est aussi le siège de BMW. Xiaomi n'a

donc pas hésité à déjà aller démarcher certains éléments clés du constructeur bavarois pour les faire venir dans ses équipes.

Et il semblerait que le constructeur chinois ait des arguments à faire valoir, car, à en croire nos confrères d'Automotive News, plusieurs cadres issus de constructeurs renommés, et notamment de BMW, donc, commencent déjà à grossir les rangs de la future équipe. Parmi eux, Rudolf Dittrich, ancien de

BMW depuis 15 ans, qui dirigera le futur centre de recherche et développement (R&D) européen de Xiaomi. Dusan Sarac et Jannis Hellwig, également ex-cadres de BMW, ont rejoint l'entreprise en tant que responsables du développement et de l'intégration des performances des véhicules.

Un projet encore en phase de planification

Si, pour l'heure, plusieurs postes, no-

tamment de designers automobiles et d'ingénieurs spécialisés en dynamique des véhicules, sont toujours ouverts au recrutement, on ne sait pas encore exactement quand Xiaomi sera officiellement basé à Munich. L'entreprise n'a pas encore précisé la date d'ouverture ni le montant de l'investissement prévu pour cette installation. De même, les marchés ciblés pour les futures ventes à l'international restent encore à déterminer.



Smart #5 : voici la version de série et les prix

Oubliez les petites citadines d'antan, avec le #5, Smart vise plus haut. Ce SUV de 4,7 mètres de long développe jusqu'à 588 ch et peut parcourir jusqu'à 590 kilomètres. Fort de son architecture 800 V, la recharge rapide peut atteindre 400 kW. Voici la version de production européenne de la Smart #5 présentée précédemment, le nouveau modèle haut de gamme. Il s'agit d'un SUV de 4,7 mètres de long qui offre beaucoup d'espace de rangement, puisqu'en plus du volume de coffre maximal de 1530 litres, il y a également un coffre éclairé de 72 litres et pas moins de 34 compartiments à bagages intérieurs.

Grâce à un empattement de 2,9 mètres, l'espace de mouvement des passagers arrière devrait également être garanti. Pour une polyvalence maximale, tous les sièges peuvent être réglés pour transformer l'habitacle en un confortable espace de couchage.

Un avatar félin

Le nouveau Smart #5 est doté d'un puissant écosystème numérique, alimenté par le processeur AMD V2000 et la plateforme Smart OS 2.0. Ce système comprend un affichage tête haute à réalité augmentée de 25,6 pouces, un tableau de bord numérique de 10,25 pouces et deux écrans OLED de 13 pouces, permettant au conduc-

teur et aux passagers de profiter d'une « expérience utilisateur intuitive ». Grâce aux commandes vocales assistées par l'IA et à un avatar interactif de lion des neiges, de nombreuses fonctions peuvent être utilisées en mode mains libres. Le moteur 3D Unreal garantit des graphismes fluides. En ce qui concerne le son, le système audio Sennheiser Signature Sound System avec 20 haut-parleurs, Dolby Atmos 7.1.4 et 1 190 watts de puissance offre une « expérience sonore entièrement personnalisable ».

800 V, 588 ch et 400 kW

Alors que la version Pro de la nouvelle Smart #5 s'en tient à une architecture 400V et à une batterie LFP de 76kWh (charge rapide à un maximum de 150kW), les autres variantes passent à 800V et 100kWh (NMC). Et cette mise à niveau fait des merveilles pour les capacités de charge rapide du SUV électrique. La #5 peut charger en courant continu jusqu'à 400 kW, de sorte que 18 minutes suffisent pour récupérer 80 % de la capacité de la batterie. Avec une batterie entièrement chargée, cette Smart peut parcourir jusqu'à 590 kilomètres. La Pro (340 ch), la Pro+ et la Premium (toutes deux 365 ch) s'en tiennent à un seul moteur électrique sur l'essieu arrière (340 ch),



tandis que la Pulse et l'aventureuse Summit Edition sont équipées de deux moteurs et donc de quatre roues motrices. Et cela devrait se traduire par des talents tout-terrain supérieurs à la moyenne, puisque Smart parle des modes tout-terrain Adaptive, Sand, Snow, Mud et Rock. Mais sur la route aussi, ces versions AWD de 588 chevaux, qui viennent juste d'arriver, savent se débrouiller, passant de 0 à 100 km/h en moins de 5 secondes. Et un #5 Brabus encore plus percutant est à venir....

Lancement et prix

Le Smart #5 sera disponible pour les clients d'Allemagne, de Finlande, de Norvège et d'Islande à partir du 24 avril 2025, et sera déployé sur d'autres marchés européens à partir du second semestre 2025. Les clients peuvent s'inscrire sur smart.com pour recevoir les dernières mises à jour et informations.

- Smart #5 Pro (340 ch, 76 kWh): à partir de 46.700 €
- Smart #5 Pro+ (365 ch, 100 kWh): à partir de 51.700 €
- Smart #5 Premium (365 ch, 100 kWh): à partir de 56.200 €
- Smart #5 Pulse AWD (588 ch, 100 kWh): à partir de 56.200 €
- Smart #5 Summit Edition AWD (588 ch, 100 kWh): à partir de 57.700 €

La nouvelle menace pour votre sécurité en ligne pourrait venir de cette ville birmane que personne ne connaît

À la frontière entre la Thaïlande et la Birmanie, Myawaddy est devenue l'épicentre d'un vaste réseau de cybercriminalité où des milliers de personnes sont séquestrées pour arnaquer des victimes à travers le monde.

Myawaddy, une ville inconnue, s'est imposée ces dernières années comme la plaque tournante mondiale des arnaques en ligne. Le documentariste chinois Wu Dong, qui travaille sur place, raconte sur la plateforme Weixin ces immenses centres où des travailleurs forcés mènent des fraudes sophistiquées sous le contrôle de seigneurs de guerre locaux. Si elles ciblent principalement la Chine, elles visent aussi désormais l'Occident et l'Europe, comme le rapporte Courrier International.

Une affaire qui révèle l'ampleur du phénomène des arnaques depuis Myawaddy

L'acteur chinois Wang Xing est devenu le visage médiatique de cet immense trafic. Comment ? En ayant été piégé au début de l'année par une fausse offre de tournage en Thaïlande. Attiré par la promesse d'un rôle, il s'est retrouvé kidnappé et transporté clandestinement à Myawaddy, où il a été forcé de travailler dans un centre de cyberfraude avec d'autres victimes de diverses nationalités. Sa libération rapide, survenue le 7 janvier dernier grâce à l'intervention de la police thaïlandaise alertée par sa compagne, reste exceptionnelle. Dès le lendemain, les familles de 174 autres ressortissants chinois kidnappés dans des circonstances similaires ont publié une pétition pour retrouver leurs proches disparus, puisque sans nouvelles jusqu'à présent. Quand l'affaire a éclaté, le colonel Saw Chit Thu, commandant des gardes-frontières



d'une milice locale, a déclaré, furieux, que les trafiquants d'êtres humains seraient fusillés s'ils étaient arrêtés. Et cela se ferait non pas par justice, mais par crainte de voir ce scandale perturber sa lucrative « machinerie », tous les centres étant contrôlés par des seigneurs de guerre locaux.

Des titulaires de master et doctorat sont désormais recrutés de force

La cyberfraude s'est considérablement professionnalisée sur place. Ces centres recrutent désormais des profils hautement qualifiés, notamment des titulaires de master et doctorat, pour concevoir des arnaques ciblant un public instruit et fortuné. Et vous

imaginez bien que l'essor de l'intelligence artificielle a radicalement transformé le secteur.

Les traducteurs automatiques et les technologies d'échange de visage vidéo par IA permettent aujourd'hui des impostures quasi parfaites. Un parent peut recevoir un appel de quelqu'un s'exprimant avec exactement la même voix et les mêmes intonations que son enfant. Cette sophistication exige donc une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée. Imaginez qu'à ses plus belles heures, Myawaddy a compté plus de 70 grands complexes, qui ont employé parfois plusieurs milliers de personnes en même temps. Aujourd'hui, il n'en reste « qu'une » dizaine assez imposants. D'ailleurs, ils ont été

construits le long de la rivière frontalière, à l'écart des zones d'habitation, pour les gérer en vase clos et faciliter une fuite éventuelle.

Derrière les écrans : l'humanité complexe des arnaqueurs

Dans son enquête, Wu Dong a progressivement gagné la confiance de ces cybercriminels pour révéler la complexité humaine de ce système. Loin de l'image monstrueuse qu'on leur attribue, les cybercriminels présentent des contradictions frappantes. L'un d'eux pratiquait l'escroquerie sentimentale le jour tout en échangeant des mots doux avec sa propre petite amie le soir par exemple. Un autre cas marquant est celui d'un garçon de 16 ans originaire du Jiangxi, issu d'une famille défavorisée, d'abord recruté pour faire de la contrebande. Malgré son peu d'éducation, il passait ses soirées à apprendre les techniques de hameçonnage vocal. Son rêve est de vivre dans une grande famille chaleureuse, et de trouver un « grand frère » pour le guider. Paradoxalement, beaucoup de ces arnaqueurs sont croyants. Ils vénèrent Bouddha et visitent régulièrement les temples. Ils font aussi des dons à leurs villages nats, tout en escroquant leurs victimes. Cette espèce de dualité interroge sur les racines de ce phénomène. Au menu, se mélangent les tristes ingrédients de pauvreté, de manque de perspectives et de normalisation de la fraude comme moyen de survie dans les communautés les plus vulnérables.

POUR INSUFFLER DES AGENTS IA AU CŒUR DES FUSION APPLICATIONS

Oracle lance son AI Agent Studio

Oracle dévoile une plateforme complète permettant aux entreprises de créer et gérer leurs propres agents IA, sans coût supplémentaire pour les clients Fusion Applications. Le marketing américain est désormais intégralement focalisé sur un seul et même buzz concept : les agents IA. Si l'IA générative a beaucoup animé le marketing américain ces deux dernières années, ce sont désormais les agents IA qui prennent le relais avec leur capacité à agir en autonomie partielle ou totale. Microsoft et Google avaient devancé la tendance en fin d'année dernière. Désormais, on connaît le planning de toutes les conférences IT de l'année 2025 : l'IA agentique.

Ainsi, cette semaine, l'Adobe Summit n'avait d'yeux que pour les agents IA. Oracle lui emboîte le pas. À l'occasion de l'étape Londonienne de l'Oracle CloudWorld Tour cette semaine, le géant technologique américain a présenté Oracle AI Agent Studio pour Fusion Applications, une solution bien ancrée dans l'air du temps. Cette plateforme offre aux clients et partenaires d'Oracle la possibilité de créer, étendre, déployer et gérer des agents IA personnalisés pour répondre à leurs besoins spécifiques. « Les agents IA représentent la prochaine phase d'évolution des applications d'entreprise et, comme pour les applications existantes, les dirigeants ont besoin de flexibilité pour

créer des fonctionnalités spécifiques répondant à leurs besoins uniques et évolutifs » a ainsi martelé Steve Miranda, vice-président exécutif des applications chez Oracle.

Une extension de l'écosystème IA d'Oracle

Ce nouvel outil s'appuie sur la grosse cinquantaine d'agents IA qu'Oracle avait déjà introduits en septembre dernier. Il utilise d'ailleurs la même technologie que celle employée par Oracle pour développer ces agents préexistants. Point notable : AI Agent Studio est inclus sans coût supplémentaire pour les clients déjà utilisateurs d'Oracle Fusion Applications. AI Agent Studio propose huit fonc-

tionnalités majeures :
– Une bibliothèque de modèles préentraînés pour créer des agents à partir de templates avec notamment des modèles de Meta et Cohere.
– La possibilité de personnaliser les agents existants
– Une orchestration « d'équipes agentiques » pour coordonner plusieurs agents IA sur des tâches complexes
– Une intégration native avec les applications Fusion d'Oracle pour permettre une véritable automatisation des tâches les plus répétitives ou répétitives
– Un cadre de confiance et de sécurité intégré pour contrôler l'usage et l'exécution des agents
– Des outils de validation et de tests

pour vérifier la précision et les performances des agents IA. Une annonce qui confirme la place croissante des agents IA non seulement dans la transformation des méthodes de travail mais également dans l'évolution des plateformes et logiciels que nous utilisons au quotidien. Reste maintenant à vérifier si les promesses sont déjà tenues et aux entreprises à acquérir les compétences et l'expérience nécessaire pour les exploiter dans l'automatisation de leurs processus complexes, en toute sécurité. Mais ça, ça va prendre un peu de temps. En attendant, tous les fournisseurs IT américains se positionnent...

Brèves

Coreweave active son IPO

Le fournisseur de cloud spécialisé dans l'IA en proposant des instances à base d'accélérateur GPU a déposé sa demande pour son introduction en bourse. La société prévoit de vendre 49 millions d'actions à un prix unitaire compris entre 47 et 55 \$. Dans le haut de la fourchette, cette introduction valoriserait CoreWeave à 26 Md\$. CoreWeave héberge plus de 250 000

cartes graphiques Nvidia dans 32 centres de données à travers le monde. Il fait partie des quelques fournisseurs de services cloud qui proposent la puce Blackwell B200 de Nvidia.

Docs se frotte à Word et Google Docs

Développé par le gouvernement allemand (via le ZenDis) et français (via la Dinum), Docs un éditeur de texte collaboratif

open source reposant sur des technologies modernes telles que Django Rest Framework et Next.js. Il comprend plusieurs fonctions comme la collaboration en temps réel avec affichage instantané des modifications, un mode déconnecté, import des médias pour enrichir les documents, intégration d'outils basés sur l'intelligence artificielle pour corriger, résumer ou traduire du texte. Pour l'instant, cet outil est disponible pour les détenteurs d'une identité ProConnect, donc à destination des agents publics et des entreprises.

Mots fléchés

FRANCE- ANGLETERRE VAUT 2 POINTS DE PLUS		FAUTE AU RUGBY CHAMPION		HOMME DE MAIN		ILE GLACÉE		ENCHANTÉS BON À MANGER		VOLAILLES EMBLÈME DU XV IRLANDAIS		RAUQUE CON- JONCTION	
ABIMA PRONOM PERSONNEL				SALE TYPE		DEMI D'OU- VERTURE MDR EN ANGLAIS							
		USINES À VOILES EXCLA- MATION										SI ELLE EST RÉUSSIE, C'EST 3 POINTS	
EMBLÈME DU XV ÉCOSSAIS TIR EN HAUTEUR								GENRE LITTÉRAIRE AU DOS DU CHÈQUE			ÉTÉ CAPABLE RIVIÈRE D'AUTRICHE		
									ATTACHÉE NUMÉRO 2 AU RUGBY				
VÉLO DE MONTAGNE	JOUEURS ARRIÈRES	CACHÉ ONCLE AMÉRICAIN			VOISIN DE LA TANZANIE	RÉCEPTEUR NUMÉRO 11 OU 14 AU RUGBY							
			ASPIRAI							CAPRICE ENFANTIN OBTENU			PREND LE RISQUE
EMBLÈME DU XV ANGLAIS JOUA EN NOUVELLE- ZÉLANDE					FAIT L'OBJET D'UN CULTE 4 À ROME						SAINT NORMAND 2 PACKS ET 1 DEMI		
				PRONOM PERSONNEL RICHESSE			OBÉISSANT						
RÉCOM- PENSE DE CINÉMA		CAUSE DE PANDMIE MJOTERONS						PLANTÉ DANS LE ROTI		SAISON DES GLACES CHEMIN BALISÉ			
					TABLES D'ÉGLISE		POINT DE VUE BRAME						PERTES DE MÉMOIRE
LEQUEL D'ACCORD				NUMÉRO 15 AU RUGBY NÉGATION								PIQUÉ UN SPRINT	
			TENUE D'ADAM COMPAGNIE PÉTROLIÈRE			APPELÉ À SIÉGER ALLEMAGNE DISPARUE				VIEILLE MONNAIE FIN DE PRIÈRE			
L'HOMME EN NOIR 3 POINTS AU PIED								DIEU SOLAIRE AIDE VIDÉO POUR L'ARBITRE			FLEUVE DE SIBÉRIE		
				ÉDOUARD FAMILIER LETTRE GRECQUE			MOYEN DE PAIEMENT		MÊLÉE SPONTANÉE DÉESSE TERRE				
LA TUNISIE SUR LE WEB VALENT 5 POINTS			GESTE DANGEREUX AU RUGBY								POUFFÉ		
						TEL LE BOU- CLIER DU CHAMPION DE FRANCE							

PÉTROLE

Le Brent à plus de 72,5 dollars

Les cours du pétrole progressaient faiblement lundi, après une période de forte incertitude, le marché semblant y voir plus clair concernant les droits de douane qui pourraient être amoindris par rapport à ce qui était attendu. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mai, prenait 0,54% à 72,55 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en avril, gagnait 0,62% à 68,70 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 25 mars 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



MONNAIE

Le dollar en baisse face à l'euro

Le dollar lâchait du lest lundi, plombé par des informations de presse ce weekend affirmant que les droits de douane réciproques prévus par le président américain, Donald Trump, seraient davantage ciblés qu'initialement escomptés par le marché. Dans la matinée, le billet vert reflétait de 0,22% par rapport à l'euro, à 1,0842 dollar, et reculait de 0,33% contre la livre, à 1,2963 dollar. L'activité économique du secteur privé dans la zone euro a, par ailleurs, progressé en mars, pour le troisième mois consécutif, selon l'indice PMI Flash publié lundi par S&P Global, qui s'est affiché à 50,4, contre 50,2 en février. Un chiffre au-dessus de la barre des 50 signale une croissance de l'activité, tandis qu'un chiffre en deçà reflète une contraction.

AÏD

Des vêtements pour plus de 5.000 enfants orphelins et issus de familles à faible revenu à Oran

Le bureau de wilaya d'Oran du Croissant-Rouge algérien (CRA) oeuvre, en ces derniers jours du mois de Ramadhan, d'arrache-pied pour offrir des vêtements pour l'Aïd El Fitr à des enfants orphelins et ceux issus de familles à faible revenu, a-t-on appris, lundi, de cette organisation. Dans le cadre de la campagne "Vêtements de l'Aïd", supervisée par le CRA et visant à apporter de la joie aux enfants, le bureau de wilaya a commencé cette année, plus tôt que d'habitude, à collecter des vêtements et des effets spécifiques pour l'Aïd el-Fitr avec l'aide de bienfaiteurs de toute la wilaya. Plus de 5.000 vêtements seront distribués à partir du 27 du mois sacré, a indiqué le président du bureau, Karim Mouchi. Cette année, le nombre d'enfants bénéficiaires a connu une augmentation après la révision des listes. A rappeler qu'à l'Aïd de l'année dernière, environ 1.000 vêtements ont été offerts à des enfants orphelins et ceux issus de familles défavorisées. En outre, les préparatifs sont en cours pour des opérations de circoncision pour plus de 500 enfants, en collaboration avec plusieurs établissements de santé et associations de la société civile, avec prise en charge de tous les besoins de cette opération, y compris le volet médicale et les vêtements, a fait savoir le même responsable. Le bureau du CRA de la wilaya d'Oran a, dans le cadre de la solidarité au mois de Ramadhan, distribué environ 10.000 colis alimentaires à des familles à faible revenu et ouvert 19 restaurants de l'Iftar, où environ 1 500 repas chauds sont distribués quotidiennement.

ONU

L'industrie du textile contribue à l'aggravation de la crise climatique

L'industrie du textile contribue à l'aggravation de la crise climatique, en raison du recours à des substances chimiques nocives pour l'environnement, a fait savoir le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, à l'approche de la Journée internationale du zéro déchet. "La fabrication des textiles fait souvent appel à des milliers de substances chimiques, dont beaucoup sont nocives pour les êtres humains et l'environnement", indique M. Guterres, dans un message à l'approche de cette Journée, célébrée le 30 mars de chaque année. Cette industrie "dévore les ressources telles que la terre et l'eau, et émet des gaz à effet de serre (GES), aggravant la crise climatique", ajoute M. Guterres, faisant observer que la production de vêtements connaît "un rythme effréné". Le secrétaire général de l'ONU relève en outre, un énorme gaspillage textile, faisant savoir que chaque seconde, l'équivalent d'un camion à ordures rempli de vêtements est incinéré ou mis en décharge. A cet égard, il appelle à adopter une approche différente qui permette de tenir les promesses des ob-



jectifs de développement durable (ODD), en matière de production et de consommation. Cette année, la Journée internationale du zéro déchet veut mettre l'accent sur la nécessité d'agir dans le secteur de la mode et du textile pour réduire les déchets et faire progresser des solutions circulaires, sachant que le secteur textile produit de 2 à 8 % des GES annuellement, et utilise 215.000

milliards de litres d'eau, soit l'équivalent de 86 millions de piscines olympiques. A l'ONU, le Conseil consultatif pour le zéro déchet réunit actuellement des partenaires pour mettre fin à la production de déchets, notamment textiles, et contribuer à la réalisation des ODD, ajoute M. Guterres, appelant à davantage d'efforts en faveur du changement.

L'ÉRADICATION DE LA TUBERCULOSE EN ALGÉRIE

Un engagement constant de l'Etat

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a affirmé, lundi à Alger, que l'éradication de la tuberculose pulmonaire en Algérie est un engagement constant de l'Etat, relevant une "baisse significative" du nombre de cas de cette maladie en Algérie. Présidant la cérémonie de célébration de la Journée mondiale de lutte contre la tuberculose (24 mars de chaque année), le ministre de la Santé a précisé que "la concrétisation de l'engagement d'éradiquer la tuberculose en Algérie repose sur plusieurs

axes, notamment le renforcement du système de surveillance et l'amélioration du diagnostic de cette maladie en utilisant des outils innovants". La lutte contre cette maladie se fait également, ajoute M. Saihi, à travers "une prise en charge optimale des patients, la fourniture de médicaments antituberculeux, ainsi que la promotion de la recherche en la matière". A cette occasion, qui a vu la présence du représentant du bureau de l'Organisation mondiale de la santé en Algérie, Phanuel Habimana, des mem-

bres du Comité national de lutte contre la tuberculose, ainsi que d'un groupe d'experts, le ministre a souligné "une baisse significative" des cas de tuberculose pulmonaire contagieuse (-10 cas pour 100.000 habitants)". Il a également affirmé que la célébration de la Journée mondiale de lutte contre la tuberculose, organisée cette année en Algérie sous le slogan "Engageons-nous, travaillons ensemble pour éradiquer la tuberculose", constitue "une opportunité pour une compréhension approfondie de

cette maladie et des problèmes qui y sont liés", avec "la mobilisation des professionnels de la santé et la sensibilisation de la population à l'impact dévastateur de cette maladie sur la santé". Après avoir indiqué que la célébration de cette journée est aussi une occasion de "mettre en lumière les efforts mondiaux et nationaux déployés dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD) pour éradiquer la tuberculose d'ici 2030", M. Saihi a souligné que "plus de 4.100 personnes perdent la vie

ONSC

L'importance d'élargir le débat à tous les acteurs de la société civile soulignée

La présidente de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Mme Ibtissam Hamlaoui, a souligné, dimanche soir, l'importance d'élargir le débat à tous les acteurs de la société civile et d'écouter leurs avis, en présentant la stratégie de l'ONSC à cet égard. Animant une conférence de presse en marge du colloque organisé par l'ONSC et le Centre de l'Union africaine pour la lutte contre le terrorisme (CUACT) sur "Le rôle de la société civile dans le renforcement de la paix et la lutte contre le terrorisme en Afrique", Mme Hamlaoui a indiqué que l'Observatoire devait s'ériger

en espace pour les idées, la créativité et l'élaboration de plans et de stratégies relevant de ses compétences, en soutien aux pouvoirs publics, ajoutant que la première démarche à entreprendre, à cet effet, sera bien l'ouverture de la voie au dialogue et au débat avec tous les acteurs de la société civile. Et de préciser, que les portes de la présidence de l'Observatoire seront ouvertes deux jours par semaine (samedi et jeudi) aux acteurs de la société civile, afin de débattre et d'écouter leurs avis. Mme Hamlaoui a salué l'importance de travailler de manière horizontale, estimant qu'avant de parler de formations ou de

renforcement des capacités, il faut d'abord écouter les véritables préoccupations de tous les acteurs de la société civile. Dans ce cadre, elle a souligné que les comités de quartiers, et les associations communales et de wilaya, constituent les piliers de la Société civile, étant son véritable prolongement. Evoquant l'accord de coopération signé, dimanche, entre l'ONSC et le CUACT Mme Hamlaoui a fait savoir que cet accord, qui vise à asseoir les fondements d'une coopération entre les deux organismes, comportait plusieurs axes, tels que les campagnes de sensibilisation de la société civile et son rôle efficace

dans les efforts de prévention et de lutte contre le terrorisme. Elle a également mis en relief l'expertise de l'Algérie en matière de gestion des questions liées à la lutte antiterroriste, "dont la lutte contre la traite humaine et la défense des droits des migrants clandestins", en témoigne la reconnaissance du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). En outre, elle a affirmé que l'Algérie figurait parmi les pays assurant à ces réfugiés sécurité, prise en charge médicale et même l'éducation, mettant en avant la prise en charge totale, par l'Etat algérien, des enfants venus avec des migrants clandestins.